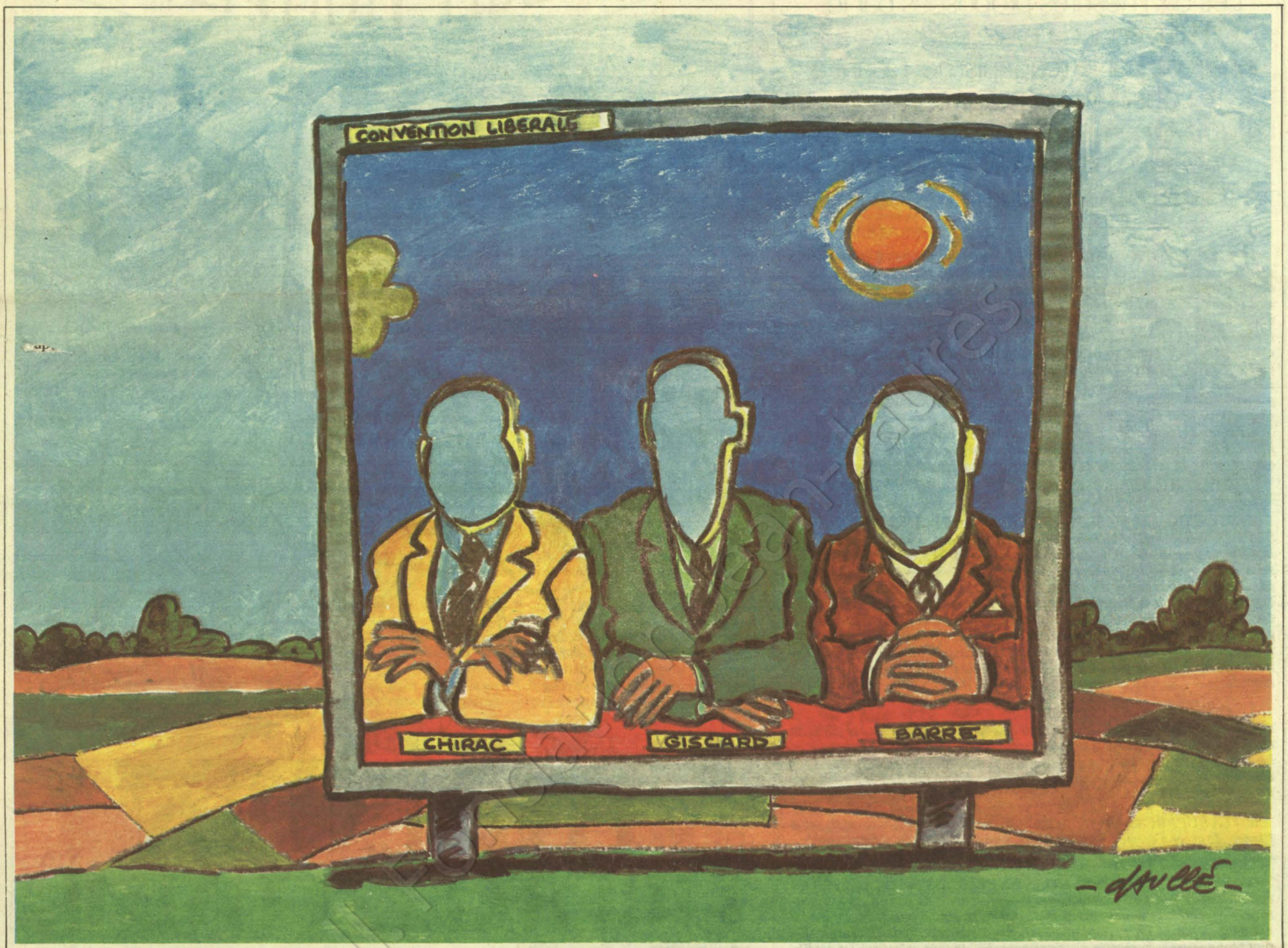
l'unité

M 2805 - N° 608 - 8 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 14 juin 1985



CONVENTION LIBERALE: COMME AU THEATRE !

UN LIBERALISME EN PEAU DE LAPIN

(pages 2 et 3)

LE LIBAN NE VEUT PAS MOURIR

Entretien avec Raymond Eddé, « la bonne conscience du Liban »

AFFAIRE MANOUCHIAN

MESSIEURS LES CENSEURS, BONSOIR !

P.C.: C'EST REPARTI COMME EN 1947 !

(page 5)

UN LIBERALISME EN PEAU DE LAPIN

Les dix mesures proposées par le R.p.r. sont de toute évidence inspirées par le reaganisme. Quant à constituer un programme gouvernemental cohérent... C'est une autre histoire dont Raymond Barre, par exemple, rit encore.

1 – LA LIBERATION IMMEDIATE DE TOUS LES PRIX se heurte d'emblée à la nécessité de réduire l'inflation. Depuis 1981, la flambée du dollar n'a pas empêché les gouvernements de gauche de remporter des succès appréciables dans la lutte contre l'inflation. Depuis mai 1981, le cours du dollar a pris 4 francs, tandis que l'inflation était réduite de 7 points. En son temps, Jacques Delors insistait sur la nécessité de libérer les prix en douceur et avec prudence. On se souvient que, lorsque Raymond Barre a libéré les prix en 1979-1980, le taux d'inflation a bondi et l'écart avec l'Allemagne est passé à 8 points. Pierre Bérégovoy s'est rangé à la même discipline : libérer les prix, d'accord, mais sans réactiver l'inflation. Pour le second, les deux objectifs ne sont conciliables que si la concurrence joue à plein.

A l'heure actuelle, 75 % des prix industriels et les prix des carburants sont libres. Pour le reste, les professionnels ont signé avec le gouvernement des engagements de modération de hausse des prix. Enfin, il faut rappeler que si 400 arrêtés de prix ont été signés depuis 1981, Raymond Barre en avait signé 500 et Jacques Chirac 200.

2 – LA SECONDE MESURE DU R.P.R. PROPOSE LA SUPPRESSION de l'autorisation administrative de licenciement au nom de la « liberté du travail ». Une mesure réclamée à cor et à cri par le patronat selon qui la possibilité de licencier créera des emplois. Cette vision un peu paradoxale de la création d'emplois contredit l'idée que se font la gauche et le gouvernement de la liberté du travail. En l'occurrence, les licenciements doivent faire l'objet d'une négociation à laquelle doivent prendre part les partenaires sociaux. Au demeurant, l'autorisation administrative de licenciement a été mise en place en 1975 par Jacques Chirac. Comme la taxe professionnelle, cet impôt dont il demande aujourd'hui l'abrogation immédiate.

3 – CONCERNANT LA LIBERTE DES CHANGES, le risque d'une mesure trop brutale est un exode massif de capitaux tel qu'il s'en est produit en juillet 1968, conduisant à un rapide retour au strict contrôle des changes. Là encore, le gouvernement a décidé d'agir avec modération : des mesures d'assouplissement ont été prises, la suite dépendra en fait de l'évolution de notre balance des paiements.

4 – LA SUPPRESSION DE TOUS LES SEUILS aurait pour effet, selon l'Insee, de créer à terme 40 000 emplois. Mais le prix d'une telle mesure serait élevé, compte tenu de ses effets perturbateurs sur le climat social.

5 – LES DENATIONALISATIONS NE PEUVENT SE FAIRE que si les entreprises mises en vente sont saines et représentent un placement attractif. Si cela peut être le cas des entreprises remises en état depuis leur nationalisation en 1982, ce n'est certainement pas celui de la sidérurgie. En tout état de cause, la recette n'est pas nouvelle, on veut privatiser les profits et socialiser les pertes.

6 – LES MESURES TENDANT A FLEXIBILISER le marché du travail visent surtout au démantèlement de la législation sociale. Les contrats à durée déterminée peuvent certes être assouplis, de même que le travail à temps partiel est encouragé par le gouvernement. Mais la meilleure flexibilité reste la paix sociale.

7 – IL S'AGIT ICI SURTOUT DE REMETTRE EN CAUSE la représentation syndicale aux élections professionnelles. Tous les syndicats sont contre. On imagine dès lors le climat social qui pourrait découler d'une telle décision. La participation, l'intéressement des salariés ? D'accord, mais si c'est pour rééditer l'expérience gaulliste...

8 – CETTE MESURE N'EN EST PAS UNE, puisque le parti de Jacques Chirac ne propose rien. Alors que le budget de 1986 n'est pas encore élaboré, le R.p.r. prétend que son déficit sera « supérieur d'au moins 20 milliards au déficit affiché ». Intellectuel, non ?

9 – LE R.P.R. PROPOSE 40 MILLIARDS d'économies budgétaires en 1987, sans dire sur quelles dépenses elles porteront. S'agit-il du minimum vieillesse, des dépenses de police ou du licenciement de 40 000 fonctionnaires ? En revanche, les allégements fiscaux portent sur une réduction de 25 % de la taxe professionnelle et la baisse de la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu à 50 %. Il s'agit sans doute de réduire les inégalités fiscales...

10 – LA DIXIEME MESURE EST UN PLAN D'URGENCE pour l'emploi des jeunes. Il est question d'un effort de formation, ce que les gouvernements de gauche ont entrepris depuis 1981, et d'une exonération des charges sociales. Le problème est de savoir comment on va financer cette formation et par quoi on va compenser la diminution des charges sociales. Un alourdissement de la fiscalité sur les revenus moyens ou un relèvement inflationniste des taux de T.v.a. ? Cette mesure renvoie directement à la mesure précédente.

Le « Pacte » du R.p.r. semble bien bancal, tandis que son libéralisme n'est pas évident pour tout le monde. Le discours de nombre de dirigeants sur l'immigration a provoqué bien des haut-le-cœur. On se souvient par exemple de la volée de bois vert envoyée par le « Wall Street Journal », sanctuaire du libéralisme, à Jacques Chirac qui dans une interview à « Libération » préconisait des mesures très dures à l'égard des immigrés.



CONVENTION LIBERALE: COMME AU THEATRE !

Les chiens du libéralisme aboient... La caravane de la rigueur socialiste passe et compte les points.

PAR STEPHEN GERE

Qui se souvient de l'affiche où deux jeunes personnes, un monsieur et une dame, très blonds, très clean et B.c.b.g., nous susurraient, tout sourire, qu'ils étaient « libres et responsables » ? L'affiche bleue fleurit sur les murs de nos villes et les paysages de nos campagnes l'espace d'une campagne électorale. Aux dernières cantonales, le R.p.r. vantait encore son dernier programme pour l'après-1986, celui de l'automne dernier, concocté à l'occasion du congrès de Grenoble. Un programme tous les six mois !

Il y a quinze jours, au congrès extraordinaire de Vincennes, le « Pacte pour la France » a envoyé « Libres et responsables » aux oubliettes de l'histoire. Entre-temps, il y avait eu « l'accord pour gouverner R.p.r.-U.d.f. ». Signé par Jacques Chirac et Jean Lecanuet le mercredi 10 avril dernier. Enfin, il y a une semaine à Paris, la « convention libérale » tentait une nouvelle fois de définir une plate-forme de gouvernement susceptible de réaliser l'union de l'opposition et particulièrement de ses trois têtes de file. Peine perdue, mais qu'à cela ne tienne, on envisage déjà de tous se retrouver à l'automne.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'eau a coulé sous les ponts du R.p.r. depuis 1976, époque à laquelle Jacques Chirac se faisait le champion d'un « travaillisme à la française ». Le leader du R.p.r. ferraillait contre l'austérité de son successeur à Matignon, lorsque Ronald Reagan fit son apparition sur la scène politique internationale. Du coup, la mode a viré au libéralisme, Jacques Chirac aussi. La liberté de l'entreprise, la privatisation de l'économie et le moins d'Etat sont devenus ses obsessions. « Libres et responsables », « l'accord pour gouverner » et le « Pacte » en portent les stigmates. L'ennui, c'est que les autres dispositions du programme R.p.r. n'ont, elles, pas grand-chose à voir avec la philosophie libérale. Les thèses chiraquiennes sur l'immigration notamment, qui contredisent le libéralisme économique sur le principe de la liberté de l'offre de travail.

Mais alors Jacques Chirac se propose de tout privatiser, y compris les entreprises nationalisées après la guerre, Raymond Barre choisit de se démarquer du maximalisme du R.p.r. Le député de Lyon joue volontiers le pragmatisme. Affirmant sa méfiance à l'égard de tout programme de gouvernement, qu'il présente comme autant de catalogues de promesses démagogiques, il ignore l'accord du 10 avril. Dans un article publié fin mai par « l'Express », il dresse le bilan économique de la France en prenant soin de « reconnaître les effets positifs de la politique de rigueur mise en œuvre par le gouvernement Mauroy en avril

1983 ». Dans ce texte, pas de programme précis, chiffré, mais des orientations de politique économique que l'ancien Premier ministre présente comme une « politique nouvelle » : « la formation des hommes, la réforme de l'Etat, la liberté de décision des entreprises, la remise en ordre des finances publiques et sociales, le développement de la recherche et l'innovation, la stabilisation, puis la réduction progressive de la fiscalité pesant sur les entreprises et les particuliers, la mise en œuvre d'une juste solidarité nationale ». En bref, rigueur et volontarisme... Raymond Barre, tout en semblant ignorer les résultats obtenus par la gauche dans le rétablissement des grands équilibres et les efforts déployés pour moderniser la France (recherche, formation), ne se démarque pas des orientations gouvernementales. Par rapport à la gauche, sa tactique est simple : en évoquant par exemple « la mise en œuvre d'une juste solidarité nationale », Barre croit prendre les socialistes à contre-pied sur le mode : rien n'a été fait, tout reste à faire. Une tactique qui lui permet de détourner nombre d'orientations de la politique gouvernementale.

Jacques Chirac n'en est pas dupe. Et c'est ainsi que le « Pacte pour la France » propose une double rupture : avec le socialisme et avec « le dirigisme conservateur d'antan ». A la tribune de Vincennes, le 1er juin, il affirme que « ce n'est pas en prolongeant la rigueur socialiste par une rigueur conservatrice que nous arrêterons l'anémie dont souffre notre économie ». Et de proposer son arsenal libéral en dix mesures dont la « rigueur » et le « dirigisme » semblent effectivement exclus. Pour redresser l'économie française, dit en substance le président du R.p.r., libérons, déréglementons, dénationalisons, prenons le contre-pied de tout ce qui a été fait depuis... 1976. Ainsi, la confiance renaissant, l'économie va repartir.

La réaction de Barre ne se fait pas attendre. Dès le lendemain, il monte au créneau pour dénoncer les promesses excessives et démagogiques de l'incantation chiraquienne : « Il paraît qu'en cas de victoire de l'opposition en 1986 il faudrait trois mois pour rétablir la situation financière et que, sur la bonne tête de ceux qui seraient au pouvoir, l'argent rentrerait. » En plus, pour l'ancien Premier ministre, un programme global de relance s'appuyant sur des allégements fiscaux se heurterait très vite à une dégradation des comptes extérieurs. La réponse du conservateur rigoriste à l'ultra-libéral... Enfin, grâce à Giscard l'union allait se faire. C'était dimanche dernier à la « convention libérale », sur le thème nous sommes tous des libéraux et nous pouvons nous entendre.

Et Giscard, dans tout cela ? L'ancien président s'aligne sur le programme économique des clubs — « Perspectives et réalités », « Club 89 » et « Conseil pour l'avenir de la France » — proposé à la convention libérale. Une dénationalisation limitée à l'information, aux banques et aux assurances, mais la question de savoir si le marché financier français a les moyens d'absorber une telle vente d'actifs reste entière. La recherche d'une croissance forte qu'il ne suffira pas de décréter, dans le contexte international déprimé que nous traversons avec un appareil productif encore insuffisamment modernisé. Le reste ? Quelques coups de griffe à la législation sociale pour faire plaisir au patronat. Un programme tout aussi hétéroclite que les précédents, dont la finalité était davantage de s'accorder au ton de la grand-messe libérale que de résister aux critiques du professeur Barre. Et puis il fallait bien que Valéry Giscard d'Estaing, grand amateur de « juste milieu », trouve sa place entre le libéralisme incantatoire d'un Jacques Chirac et la rigueur conservatrice d'un Raymond Barre. « Le théâtre vit de conventions », disait Gide. Pendant que les chefs de l'opposition s'étripent sur la scène de leurs conventions successives, la rigueur socialiste passe et compte les points. ●

CONCURRENCE

Le grand débat des frileux et des téméraires...

Rendre l'économie française plus concurrentielle n'est pas chose aisée. C'est pourtant l'une des conditions essentielles de la désinflation. Et si la désinflation profite au consommateur, un coup de pouce éventuel à la concurrence n'est pas pour plaire à tout le monde. A propos d'une émission du Crédit Foncier ou encore du passage à la monétique, on a beaucoup évoqué certaines procédures d'ententes entre les banques. Par ailleurs les nationalisations de plusieurs banques en 1982 avaient pour finalité d'obliger le système bancaire à prendre davantage de risques. Or les industriels et les commerçants vous diront que les comportements bancaires n'ont pas changé en la matière. Pas de concurrence, pas davantage de risques. En fait, il apparaît que la loi bancaire installe les banques dans un milieu protégé qui les fait vivre finalement au détriment de leurs clients. Beaucoup de responsables gouvernementaux s'inquiètent de cette situation. Ils estiment que le fait de soumettre les banques au droit commun les replacerait dans un milieu concurrentiel. Il va de soi qu'une telle décision ne fait pas l'unanimité des banquiers.

En revanche la concurrence joue au niveau du prix des carburants depuis que le gouvernement les a libérés. A cette époque, on s'est beaucoup interrogé sur une éventuelle suppression de la loi de 1928 sur l'importation des produits pétroliers. Une loi qui oblige les distributeurs à se fournir presque exclusivement en produits raffinés en Europe. La disparition de cette loi exposerait notre raffinage lourdement déficitaire aux produits moins chers en provenance notamment du golfe Persique. La différence de prix, c'est évidemment les consommateurs qui la paient à la pompe. La loi institue donc une sorte de subvention aux raffineurs non concurrentiels. « Faut-il, me dit-on, faire payer au contribuable la survie de la marine à voile ? »

Autre serpent de mer, la publicité comparative. Dans le monde de la grande distribution, opposé à cette forme de publicité, on se souvient de la fronde de Carrefour, l'élève turbulent. Que la publicité comparative profite au consommateur et à l'indice d'inflation, Matignon et les Finances en sont convaincus. De leur côté les ministères techniques y sont opposés autant que les fabricants et les distributeurs. Et les associations de consommateurs ? « Que choisir » est contre toute forme de publicité qu'elle considère comme une « désinformation du consommateur ». L'I.n.c. s'est pour sa part récemment laissé convaincre par les professionnels. Pierre Bérégovoy, qui a la volonté d'introduire davantage de concurrence dans notre économie, aura fort à faire pour vaincre les groupes de pression.

L'éditorial

L'hommage du vice à la vertu

PAR CLAUDE ESTIER

CETTE convention libérale annoncée depuis des semaines à grand son de trompe — et à coup de millions de francs engloutis en publicité — ce devait être d'abord une photo : elle existe désormais et l'on y voit les trois « chefs » de l'opposition assis côte à côte ou chantant « la Marseillaise ». De quoi faire pleurer dans les chaumières d'un bout à l'autre de l'Hexagone !

Bien sûr en y regardant de plus près on aura pu remarquer que l'un des trois au moins, celui qui ne veut pas qu'« on se mêle de ses affaires », avait un air un peu figé, comme si, n'ayant pu se dérober à l'invitation qui lui avait été faite, il s'efforçait d'être quand même le plus absent possible. Outre que l'on peut sourire en constatant qu'il aura fallu quatre ans après leur défaite commune pour que Giscard, Chirac et Barre se retrouvent à une même tribune, il est probable que la fameuse photo qui aura pourtant coûté si cher sera vite jaunie, dès que l'un des trois fera connaître, au moindre prétexte, qu'il ne se confond pas avec les deux autres.

La droite a donc donné à fond dimanche dernier dans cette politique spectacle qu'elle dénonce chez les autres. Mais un spectacle qui n'est pas forcément à son avantage. Car si les Français ont pu enfin voir ces trois « chefs » réunis, ils ont pu voir aussi que l'alternance qu'ils leur proposent a un air de déjà vu. Ces trois hommes, en effet, ne sont pas des nouveaux venus ; ils ont gouverné la France pendant des années et l'ont conduite à un état qui a provoqué leur propre rejet aux élections de 1981. Ils voudraient le faire oublier en présentant des solutions - miracles qui ne sont que des resucées de la politique qu'ils ont pratiquée au pouvoir et qui a conduit à une inflation de 14 %, à une progression rapide du chômage, à un grave déséquilibre de notre commerce extérieur, à un affaiblissement dramatique de notre potentiel industriel.

Aujourd'hui, émules de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher, ils n'ont plus qu'un mot à la bouche : libéralisme. Ce libéralisme dont Jacques Chirac, qui n'est pas à une contradiction près, disait naguère qu'il n'est pas une réponse aux problèmes de notre temps et dont son lieutenant Jacques Toubon, pourtant présent au premier rang de la convention libérale, affirmait encore quelques jours plus tôt qu'il est « aussi dépassé que le marxisme ».

Au-delà d'un slogan trompe-l'œil, ce programme recouvre pourtant une marchandise bien connue et une volonté de réaction, au sens propre du terme, puisqu'il s'agit de remettre en cause tous les acquis économiques et sociaux de la gauche, par exemple en rendant au capital privé les grandes industries de pointe qui ont pu être remises à flot grâce au soutien public, en supprimant les entraves aux licenciements, en allégeant les impôts pour les gros revenus. En un mot et sous le prétexte de « moins d'Etat », de rendre toute sa force au pouvoir du patronat et de l'argent. Le mérite de la convention libérale aura été de faire apparaître clairement la signification de ce programme auquel Le Pen, pourtant non convié à la fête, applaudit bruyamment car il n'aurait pas trouvé mieux.

Sur ce programme réactionnaire, la droite en tout cas, ceux de ses leaders qui se sont exprimés à la convention libérale (mais on a pu noter que certains d'entre eux étaient absents), est parfaitement unie. Ses divisions ne portent pas là-dessus. Elles sont le fait de rivalités personnelles qui ne sont pas près de s'éteindre mais dont il serait hasardeux de conclure que les uns seraient plus acceptables que les autres.

En n'imaginant rien d'autre que d'effacer ce qu'a fait depuis quatre ans le gouvernement socialiste, l'opposition vient d'une certaine manière de rendre à celui-ci l'hommage du vice à la vertu car elle se trouve du même coup amenée à reconnaître l'importance de l'œuvre que ce gouvernement a accomplie. Qui plus est, quand on la pousse dans ses retranchements, elle laisse apparaître la pauvreté de ses idées comme on l'a vu, par exemple, mardi à l'Assemblée nationale, dans le débat de politique étrangère où certains des orateurs de la droite — pas tous ! — ont été d'autant plus acerbes en paroles qu'ils n'avaient, sur le fond, rien de sérieux à opposer à l'action internationale du président de la République et du gouvernement.

Il y a donc là pour la gauche, et spécialement pour nous socialistes, des leçons à tirer. D'abord ne pas nous laisser impressionner pas des affirmations péremptoires qui ne résistent pas aux faits. Ensuite, présenter clairement aux Français, sans mise en scène artificielle mais avec un souci pédagogique et en s'appuyant sur les résultats obtenus, le bilan de l'action que nous avons menée depuis quatre ans et que nous aspirons à prolonger au-delà de 1986. Faire que les citoyens de ce pays puissent juger sur des réalités et non sur des incantations, telle est notre tâche des prochains mois. En dessinant un peu plus nettement le vrai visage de ceux d'en face, la convention libérale nous y a, d'une certaine façon, aidé.



NOTRE PROJET OPTIMISTE POUR L'ECOLE

Vouloir sous le manteau du libéralisme que l'école fonctionne à deux vitesses, c'est bien la politique de la droite. Face à ce projet pessimiste et égoïste, le Parti socialiste propose une autre démarche qui fasse confiance à la capacité de réussite de tous les jeunes, qui ne craigne pas un élèvement général des connaissances et transforme la sélection-exclusion en sélection-promotion.

PAR LUC SOUBRE



Pascal Lebrun

A la tribune du colloque « la société française et son école » : Jean-Pierre Chevènement, Luc Soubré et Lionel Jospin.

LE thème de notre colloque, « la société française et son école », semblait ambitieux, voire démesuré, à beaucoup d'amis et de camarades. Et pourtant, les encouragements, les enthousiasmes que nous avons rencontrés dès le commencement de notre démarche ne se sont pas démentis.

Ainsi le colloque a-t-il eu un succès indéniable. Grâce au travail de préparation, organisé de façon ouverte, sans a priori, qui a regroupé de nombreuses personnalités. Elles ont répondu à notre appel, d'abord pour répondre à ceux qui veulent détruire l'école publique. Et aussi parce qu'elles ont ressenti la nécessité de recréer un sentiment affectif autour de l'école, comme l'a dit Lionel Jospin, « pour que les Français réapprennent à aimer leur école, à s'y identifier ».

Pourquoi cet élan du cœur, pourquoi ce travail de réflexion ? La France, de fait, n'a guère le choix, elle ne possède pas d'autre ressource naturelle, pour assurer son avenir et son développement, que sa ressource humaine. Ainsi, réussite collective et réussite individuelle sont étroitement liées, c'est pour cela que chaque jeune Français doit avoir l'égalité des chances devant l'instruction et l'éducation.

L'égalité formelle existe : tout enfant vivant sur notre territoire fréquente l'école élémentaire, accède au collège et peut bénéficier ensuite de différents types d'enseignement et formations. Pourtant, 40 % des jeunes quittent l'école sans avoir été jusqu'au bout d'une formation et, sur 21 millions de personnes au travail, 10 millions sont sans qualification professionnelle. Les résultats sont meilleurs dans les pays qui n'affichent pas les mêmes intentions : pour rivaliser avec les Etats-Unis, le Japon, la France devrait avoir deux millions d'étudiants, alors que nous n'en avons pas la moitié.

Faut-il, comme la droite nous y invite, former bien, et même très bien, une partie minoritaire de la jeunesse et en abandonner la plus grande partie sous le prétexte qu'elle n'a pas su saisir les possibilités offertes ? Avoir de l'ambition pour la France c'est avoir de l'ambition pour toute sa jeunesse et libérer le potentiel d'intelligence, de créativité, d'innovation qu'il y a dans chaque jeune, quelle que soit son origine sociale ou ethnique. Dans le domaine de la formation comme dans les autres, il n'y a pas de modernisation sans progrès social.

Pour atteindre cet objectif d'égalité des chances à chaque enfant, que faire ?

Ma première remarque a trait à la démocratisation. Pour constater, selon une étude effectuée par Antoine Prost, que la démocratisation ne progresse plus depuis 1967 pour les classes de terminale et 1963 pour les secondes. Pourtant, la démocratisation avait fortement progressé de 1947 à 1967, alors qu'existaient deux filières cloisonnées : le collège unique, le tronc commun modèle Haby, technocratique et formel, l'a arrêtée. Peut-on seulement observer ce phénomène sans s'interroger sur les leçons à en tirer et tout naturellement réfléchir sur la diversité : diversité des élèves, diversité sociale et géographique, en conséquence diversité de réponses adaptées aux individus et aux situations.

L'orientation, procédure en apparence objective et par là facteur supposé de démocratisation, est en fait l'instrument d'une sélection plus négative que positive, car « être orienté » signifie dans le langage courant de l'école « être exclu » et rejeté vers des études souvent non désirées.

Rien n'est pire qu'une sélection qui ne veut pas s'avouer et par là même risque d'échapper à la transparence et au contrôle. Voir, par exemple, l'orientation des jeunes filles : elles constituent un peu plus de la moitié de la population scolaire, et désormais sont plus nombreuses que les garçons dans l'enseignement supérieur. Les filles obtiennent globalement de meilleurs résultats que les garçons et pourtant elles sont orientées majoritairement vers les études littéraires et les sections commerciales, bien insuffisamment vers les filières scientifiques et les formations techniques industrielles.

Une certaine amélioration devrait se produire avec les dispositions prévues par la loi-programme sur les enseignements technologiques et professionnels, qui inciteront sans doute à changer d'esprit envers ce type d'enseignement où l'on envoyait les élèves faute de mieux. Cependant, la sélection — il faudra bien un jour l'appeler par son nom — ne pourra être utile et juste qu'avec une diversité accrue du second cycle dont la loi-programme devrait être l'avant-coureur.

Un type de sélection positive ne serait-il pas plus démocratique que le système actuel ? Sélection positive qui tiendrait compte des forces et non des faiblesses, des capacités plutôt que des manques, afin de permettre à chacun et à chacune d'aller au bout de ses possibilités.

Pour se réaliser pleinement, ce type de sélection devrait s'assortir de facilités de passage entre sections différentes ou d'un type d'enseignement à un autre.

L'encyclopédisme des connaissances et l'abstraction des contenus ont éloigné le message de l'école du public scolaire, mais le désir dans chaque discipline d'empiler les contenus ne provient-il pas aussi de la disparition de la notion de discipline principale ? Se voulant toutes égales, chacune surenchérit à coup de connaissances abstraites. Dans ces conditions, n'y aurait-il pas intérêt à organiser l'enseignement autour d'une discipline dominante qui pourrait être, par exemple, la technologie, le français, les mathématiques, l'économie ou les sciences humaines. Ainsi les élèves qui devraient en savoir davantage dans la discipline principale pourraient en savoir moins dans les autres. Cette diversité ne permettrait-elle pas de combiner des objectifs de 3e accessibles par presque tous, avec la détermination de profils d'élèves distincts, mais non hiérarchisés une fois pour toutes ? Ce serait le moyen de montrer qu'en matière éducative comme ailleurs le choix est d'abord un acte positif.

Les jeunes attendent de l'école non pas qu'elle reproduise la vie, mais qu'elle n'en soit pas coupée afin de les aider à mieux comprendre le monde, leur propre vie et mieux les maîtriser. Ils manifestent très tôt un goût pour la démarche empirique, pour la fabrication d'objets et la transformation de la matière, pour l'expérimentation. Toutes ces dispositions ne sont guère encouragées de façon permanente, si bien qu'elles viennent à se déprécier aux yeux des élèves. D'autre part, les jeunes pratiquent hors de l'école l'esprit d'équipe et de solidarité mais trop souvent le travail scolaire échappe à cette règle et exacerbe la compétition individuelle comme s'il s'agissait, dès l'école élémentaire, de se préparer au concours de Polytechnique ! Ainsi le travail intellectuel est-il assimilé à un individualisme forcené : la France pâtit du manque d'ingénieurs, de chercheurs, de cadres, d'enseignants qui sachent travailler en équipe, ce qui n'est pas le cas dans beaucoup d'autres pays occidentaux.

Négliger 10 % des ressources humaines du pays ?

Dans nos écoles, dans nos collèges, un garçon, une fille sur dix est d'origine étrangère. La plupart sont nés en France, et n'ont pas connu d'autres écoles que les écoles maternelles et élémentaires de leur quartier. Ils ont les mêmes préoccupations, les mêmes capacités que leurs camarades nés de parents français. Pourtant beaucoup ne dépassent pas la scolarité obligatoire et la classe de troisième. Pour la plupart, ils resteront en France, deviendront Français. A-t-on le droit d'accepter que pour beaucoup d'entre eux l'échec scolaire puis l'échec professionnel soient la seule perspective ? On ne peut négliger dix pour cent des ressources humaines de notre pays.

Cette situation exige l'adoption d'une stratégie éducative. Qui doit prévoir des mesures appropriées pour les différents niveaux d'enseignement et la formation des maîtres et se soucier d'enrichir notre culture nationale par des éléments d'autres cultures. Parmi les constituants de la culture française, il y a une dimension méditerranéenne. Elle a été négligée au profit de celles d'Europe du Nord et des Etats-Unis. Il est nécessaire de recentrer nos jugements en la matière et de redonner à la Méditerranée la place qui doit lui revenir dans notre culture : cela aidera aussi la France à mieux se situer dans le temps et dans l'espace Nord-Sud.

Critiqué par ses adversaires, le service public est aussi soumis à la critique de ses amis. De ces critiques positives surgit une idée, celle du recours que le service public est et doit être de plus en plus envers lui-même.

Ainsi, tant que la rigidité des filières persiste, il faut traiter l'orientation avec plus de souplesse et de réalisme. Les parents qui contestent l'orientation prévue pour leur enfant devraient bénéficier, au moins une fois, de possibilité de faire accueillir celui-ci avec l'orientation de leur choix, dans un autre établissement public.

Cette notion de « public recours du public » implique, de notre part et de tous les partenaires de l'école, d'abord une certaine audace pour rompre avec les habitudes, ensuite un esprit de souplesse pour agir avec discernement, enfin un désir de franchise pour aborder les problèmes difficiles.

Il en est ainsi de la sectorisation : combien de familles sont gênées dans leur vie quotidienne par une réglementation intransigeante, d'ailleurs imposée par les gouvernements de droite aux seuls établissements publics !

C'est pourquoi une « désectorisation » doit être envisagée partout où elle ne risque pas de générer des flux aberrants d'un point de vue géographique ou social. Les premières tentatives d'assouplissement de secteurs scolaires sont positives et leurs exemples sont encourageants. L'Education nationale doit s'adapter aux changements de mentalité et de mode de vie avec souplesse et ingéniosité pour mieux remplir l'essentiel de sa mission.

Vouloir sous le manteau du libéralisme que l'école fonctionne à deux vitesses, que sous prétexte de répondre aux désirs des uns et des autres les enfants soient, dès leur entrée à l'école, voués à tel ou tel avenir, c'est bien la politique de la droite.

Nous avons un autre projet pour l'école, un projet optimiste face au pessimisme, un projet généreux face à l'égoïsme. Un projet qui fait confiance en la capacité de réussite de tous les jeunes, qui ne craint pas un élèvement général des connaissances et l'accès de la grande majorité à des études de haut niveau.

Si à une sélection exclusion succède une sélection promotion, si tous les recours sont dans l'école publique, si la diversité des approches renforce l'efficacité et la cohérence du service public, celui-ci, naturellement libre parce que laïque, accroîtra son rayonnement. L'école de la République sera plus que jamais celle de tous.

Politique au fil des jours

AGIT-PROP

A propos d'un article de « l'Unité »

L'article de Jean-Paul Liégeois sur l'affaire Manouchian publié dans le dernier numéro de « l'Unité » a fait quelque bruit. Nous regrettons que la presse en ait surtout retenu les quelques lignes concernant Georges Marchais qui n'étaient qu'une incidente dans l'article et dont je confirme, s'il en était besoin, qu'elles n'engageaient nullement le Parti socialiste en tant que tel.

L'intérêt de cet article était de rappeler un certain nombre de faits historiques expliquant pourquoi le Parti communiste s'est opposé avec une telle virulence à la diffusion par Antenne 2 du film de Mosco « Des terroristes à la retraite ». Or, sur ces faits, le P.c.f. s'est bien gardé, et pour cause, de répondre quoi que ce soit, Maxime Gremetz se contentant de dénoncer « une méprisable opération de diversion » et Claude Cabannes, dans « l'Humanité », qualifiant notre article d'« exercice qui relève plus de la littérature de tribunal militaire que de la pensée » (!). Ce qui ne constitue pas le moindre commencement de démenti sur le fond.

Ayant dit ce que nous avions à dire sur cette affaire, nous nous abstiendrons d'alimenter la polémique. Mais puisque « l'Humanité » a estimé que notre article était un « réquisitoire », nous sommes tout prêts à accueillir dans nos colonnes les arguments de la défense si la direction du P.c.f. souhaite apporter la preuve que les nôtres sont faux.

C.E.

AFFAIRE MANOUCHIAN

Messieurs les censeurs, bonsoir !

Il y aura du monde pour regarder le film de Mosco « Des terroristes à la retraite » sur Antenne 2 le 2 juillet prochain à 20 h 30 ! Car, finalement, réuni mardi dernier, le conseil d'administration de la chaîne dirigée par Jean-Claude Héberlé « a arrêté à l'unanimité les nouvelles conditions dans lesquelles ce film sera diffusé : dans le cadre normal des « Dossiers de l'écran », précédé d'une présentation replaçant les événements dans leur contexte historique et suivi d'un débat auquel seront conviées les parties concernées ».

Le film sera diffusé, le débat aura lieu : c'est ce qui aurait pû et dû être fait depuis longtemps, en toute sérénité. Cela se passera dans le cadre des « Dossiers de l'écran » : c'est une des solutions qui avait été envisagée (sans suite) par Pierre Desgraupes (alors p.-d.g. d'Antenne 2)... en 1983 ! Même tardive, la décision est la bonne. Après des semaines d'erreurs, d'atermoiements et de lâchetés réitérées, c'était la seule issue : la seule prévue par la loi.

Dans les jours qui avaient précédé la décision du conseil d'administration d'Antenne 2 des éléments décisifs s'étaient accumulés sur le bureau de Jean-Claude Héberlé : une déclaration de l'historien René Rémond (membre du conseil d'administration de la chaîne) qualifiant le travail de Mosco de « film bien fait, attachant et parfaitement honnête » ; un communiqué de la C.g.t. d'Antenne 2 condamnant la censure et « les Ponce Pilate » de l'affaire ; un « aveu » de Lucie Aubrac, membre du « jury d'honneur », concédant avoir été « piégée » ; un texte de Maxime Farber (le fils de Jacques Farber, un des témoins du film de Mosco) affirmant que par un acte de censure « intolérable et grave (...) les fusillés, on les fusille une deuxième fois » ; une prise de position de la Ligue des droits de l'homme estimant que « le retrait du film programmé s'assimile à une censure » ; enfin, un communiqué de la Haute Autorité rappellant perfidement « qu'il est de la responsabilité du président d'Antenne 2 de prendre la décision de programmer une émission ».

Il n'y aura donc pas de deuxième mort de Missak Manouchian. Tant pis pour les censeurs et ceux qui avaient volé à leur secours. Il y aura débat sur ce difficile dossier historique. Tant pis pour ceux qui auraient voulu l'escamoter. Mélinée Manouchian a raison : « Bravo, c'est formidable, c'est ça la démocratie ! »

L'affaire Manouchian n'est pas finie. Elle ne fait que commencer. Tant pis pour ceux qui ont quelque chose à se reprocher. Tant mieux pour la liberté. Il y a des années déjà, Jacques Prévert disait : « Quand la vérité n'est pas libre, la liberté n'est pas vraie. » La formule ne peut gêner que les démocrates en peau de lapin.

Jean-Paul LIEGEOIS

P.C. : C'EST REPARTI COMME EN 1947 !


Bilan des monstrueuses collusions S.F.I.O.-factieux au cours des élections :

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

LA TRAHISON SOCIALISTE encourage de Gaulle

Union des adversaires du fascisme pour lui barrer la route !

Un appel du Parti Communiste Français

Defferre livre Marseille au R.P.F.

Avéu de faillite

Ramadier replâtre son ministère et convoque

Il change l'équipe pour continuer la même politique

En provoquant aux grèves au lieu de faire droit aux légitimes revendications, en intégrant la France au camp américain le gouvernement défunt a fait le jeu du gaullisme

Il faut une autre politique

Il faut un gouvernement démocratique s'appuyant résolument sur la classe ouvrière et sur le peuple

A JUVISY, devant 3.00

Maurice souligne le danger du

« Les travailleurs, les assez forts pour faire re

Une de l'organe du P.c.f. du 28 octobre 1947.

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

« L'Humanité » du 23 octobre 1947 réclamait déjà « une autre politique » comme en juin 1985.

AVEC le P.c., plus ça change moins ça change. A entendre ses dirigeants, à lire sa presse on se croirait revenu en 1947. A propos de l'affaire S.k.f., Claude Cabannes s'est surpassé la semaine dernière, dans « l'Humanité », en comparant implicitement Pierre Joxe à Jules Moch : « Il faut fouiller loin dans la mémoire pour retrouver le souvenir d'une telle sauvagerie d'Etat : peut-être jusqu'aux « exploits » de ce ministre de l'Intérieur socialiste, Jules Moch, expédiant en 1947 des compagnies de chars sur les carreaux des mines. »

Précisément, en 1947, « l'Humanité » utilisait déjà ce même type de références historiques : « Reprenant les méthodes de provocation et de briseurs de grève utilisées autrefois par Millerand et Daladier, Ramadier... fait appel à la troupe contre le peuple » (appel du P.c. le 16 octobre 1947). Sans doute dans une vingtaine d'années, Pierre Joxe, Laurent Fabius et François Mitterrand alimenteront la chronique cyclique souvenir-répression de « l'Humanité »...

A la suite de leur éviction du gouvernement Ramadier, les communistes stigmatisent le « glissement à droite » (8 mai). Déjà, à l'époque, ils engagent à « faire payer les riches ». A partir de septembre 1947, les critiques à l'égard du gouvernement deviennent de véritables attaques antisocialistes. Depuis qu'il a démissionné du gouvernement en juillet 1984, le P.c. a suivi la même démarche, à entendre la violence de ses attaques ces dernières semaines. Pour lui, 1947 et 1985, même combat. Il utilise les mêmes formules : « Il faut une autre politique », réclamait « l'Humanité » le 23 octobre 1946. « Une autre politique est possible », titre le même journal le 8 juin 1985. La technique de l'amalgame demeure aussi identique. « Parce qu'il applique en fait et malgré ses affirmations contraires la politique gaulliste sans de Gaulle, le gouvernement Ramadier n'a fait qu'encourager l'insolence des hommes du R.p.f. » (« l'Humanité » 14.9.1947)... « Encouragés par la politique du gouvernement socialiste, les dirigeants du R.p.r. et de l'U.d.f. d'accord pour réclamer davantage de liberté pour les profils patronaux et pour licencier » (10 juin 1985). D'ailleurs, le P.c. met la droite et la gauche dans le même sac.

Parlant de Léon Blum, « l'Humanité » (15 octobre 1947) s'interroge : « N'a-t-il pas déjà vendu son âme à la réaction ? » Quant à Guy Mollet, il est « applaudi d'enthousiasme des socialistes à l'extrême droite » (31 octobre 1947). « L'Humanité » fait le bilan des monstrueuses collusions S.f.i.o.-factieux au cours des élections et titre : « La trahison socialiste encourage de Gaulle » (20 octobre 1947). Faut-il rappeler que Marchais englobait récemment dans la même attaque « les Barre, Giscard, Léotard, Rocard, les Fabius et les Tristius... »

De même l'acharnement antisocialiste a toujours été de rigueur : « Rien ne manque plus à Ramadier, président du Conseil socialiste pour atteindre à la hauteur des pires réactionnaires » (« l'Humanité », 15 octobre 1947). En écho, Roland Leroy évoque les C.r.s. qui sont intervenus à S.k.f. : « Ils obéissent aux ordres d'un ministre de l'Intérieur socialiste, Pierre Joxe. Ils agissent sur directive d'un Premier ministre socialiste, Laurent Fabius... »

En 1947 comme en 1985 « l'Humanité » s'indigne toujours contre l'éternel anticommunisme. Le 17 octobre 1947, André Marty dénonçait « la violente campagne anticommuniste déclenchée à l'heure actuelle par les néofascistes du R.p.f., de M. de Gaulle jusqu'à Léon Blum et aux dirigeants socialistes en passant par le M.r.p. ». Pour Georges Marchais à Bagneux : « Gouvernement et Parti socialiste impulsent la campagne anticommuniste. »

Enfin, déjà en 1947, le P.c. était capable de balayer d'un revers de main les acquis du gouvernement : « Le gouvernement Ramadier a fait en quelques mois la démonstration de sa totale incapacité d'assurer le redressement du pays. Par sa faute, tout ce qui avait été acquis par notre peuple — dans le sens du relèvement économique, de la Sécurité sociale, de la consolidation de la démocratie et de la sauvegarde de l'indépendance nationale — se trouve maintenant en péril... » (Résolution du Comité central du P.c. publiée le 14 septembre 1947). En 1985, plus rien de l'œuvre accomplie depuis quatre ans par la gauche au pouvoir ne trouve grâce aux yeux de la direction du Parti communiste.

Edifiante remontée dans l'histoire que la lecture de « l'Humanité » de 1947. Elle appelle deux observations. Peut-on comparer les événements de 1947 à ceux de 1985, comme le fait le P.c. ? Pourtant, il n'y a rien de commun entre le cas de S.k.f. et le profond et parfois violent mouvement social de 1947. Rien de commun entre la reconstruction de la France d'après-guerre et la modernisation de la France dans la perspective de la fin du siècle. Rien de commun entre un P.c. qui frôlait les 30 % et un P.c. descendu à 11 %.

Enfin, en près de quarante ans, la France a connu des bouleversements radicaux sur le plan politique, économique, social, culturel. Stupéfaction, le P.c., lui, n'a pas changé de langage, d'approche et de démarche politiques. L'explication de son déclin se situe dans ce décalage énorme. A force de repli, de conservatisme, il se fige, se fossilise. Finalement, en faisant brutalement référence au passé, il ne nous fait que mieux comprendre ses difficultés présentes... et à venir.

FETE

Touche pas à ma Concorde

Ça va chauffer pour les potes de Harlem Désir ! La nuit du 15 au 16 juin, de 19 heures à 5 heures du matin, « S.o.s.-Racisme » offre un grand concert gratuit en plein air à Paris, place de la Concorde. Au programme : Alain Bashung, Guy Bedos, Michel Boujenah, Francis Cabrel, Joe King Carasco, Casthelemis, Coluche, Charlélie Couture et Tom Novembre, Djurjura, Jean-Jacques Goldman, Indochine, Karim Kacel, Bernard Lavilliers, Jean-Luc Lahaye, Malavoi, Murray Head, Nass El Chiwane, Stell Pulse, la Caravane Jéricho, Téléphone, Orchestral manœuvres in the dark, Sirocco et fine young Cannibals. Un seul mot d'ordre pour tous : « La fête doit submerger la haine. »

I.S.E.R.

Identité culturelle de l'Europe

L'I.s.e.r. (Institut socialiste d'études et de recherches) organise à l'occasion de son sixième séminaire international une table ronde sur le thème : « l'Europe : de l'identité culturelle à l'existence politique » avec Lionel Jospin, Régis Debray, Max Gallo, Carl Lidbom, ambassadeur de Suède à Paris, Jiri Pelikan, député européen, sous la présidence de Gérard Delfau. Ce débat aura lieu le 20 juin, à 20 heures, faculté de la Sorbonne, Ampli Richelieu, 17, rue de la Sorbonne, Paris. Il conclura un séminaire qui aura réuni à Saclay du 17 au 19 juin de nombreuses personnalités telles que Hubert Curien, Gilles Martinet, Jack Lang, Colette Audry, Pierre Guidoni, Christian Nucci, Jacques Huntzinger, Claude Julien...

CHOMEURS: LA SOLITUDE ÇA EXISTE !

Efficace au coup par coup, l'action de Maurice Pagat, mal vue par l'A.n.p.e. et par les syndicats ouvriers, ne renforce-t-elle pas l'isolement des chômeurs en voulant justement lutter contre les ravages de la solitude ?

PAR PHILIPPE MAQUAT

RUE de la Fontaine-au-Roi à deux pas de la République à Paris. Une affichette « Maison des chômeurs » sur la façade d'un petit immeuble plutôt banal. La Maison en question est au fond de la cour. A l'intérieur, des gens, jeunes pour la plupart, mais d'autres d'âge moyen, certains en costume et cravate, attendent leur tour. Le préposé à l'accueil semble quelque peu débordé...

Le bureau de Maurice Pagat, secrétaire général du Syndicat des chômeurs, 57 ans, ancien chômeur lui-même, militant de longue date et aujourd'hui à la retraite, se trouve à l'étage. Dans la pièce en face, une dame dispose des couverts sur une table en prévision du repas quotidiennement offert aux personnes qui souhaitent déjeuner sur place. « Nous disposons également d'un service médical gratuit auquel collaborent cinq médecins, d'un service juridique et d'un service de vestiaire. Les gens ont parfois besoin d'un costume propre pour aller voir un employeur, ajoute Maurice Pagat qui recense une cinquantaine de Maisons de chômeurs créées en France depuis novembre dernier, la première l'ayant été à Paris. Quant au syndicat, il perçoit des petites cotisations de ses membres et reçoit des dons venant d'horizons divers, mais pas encore de subventions.

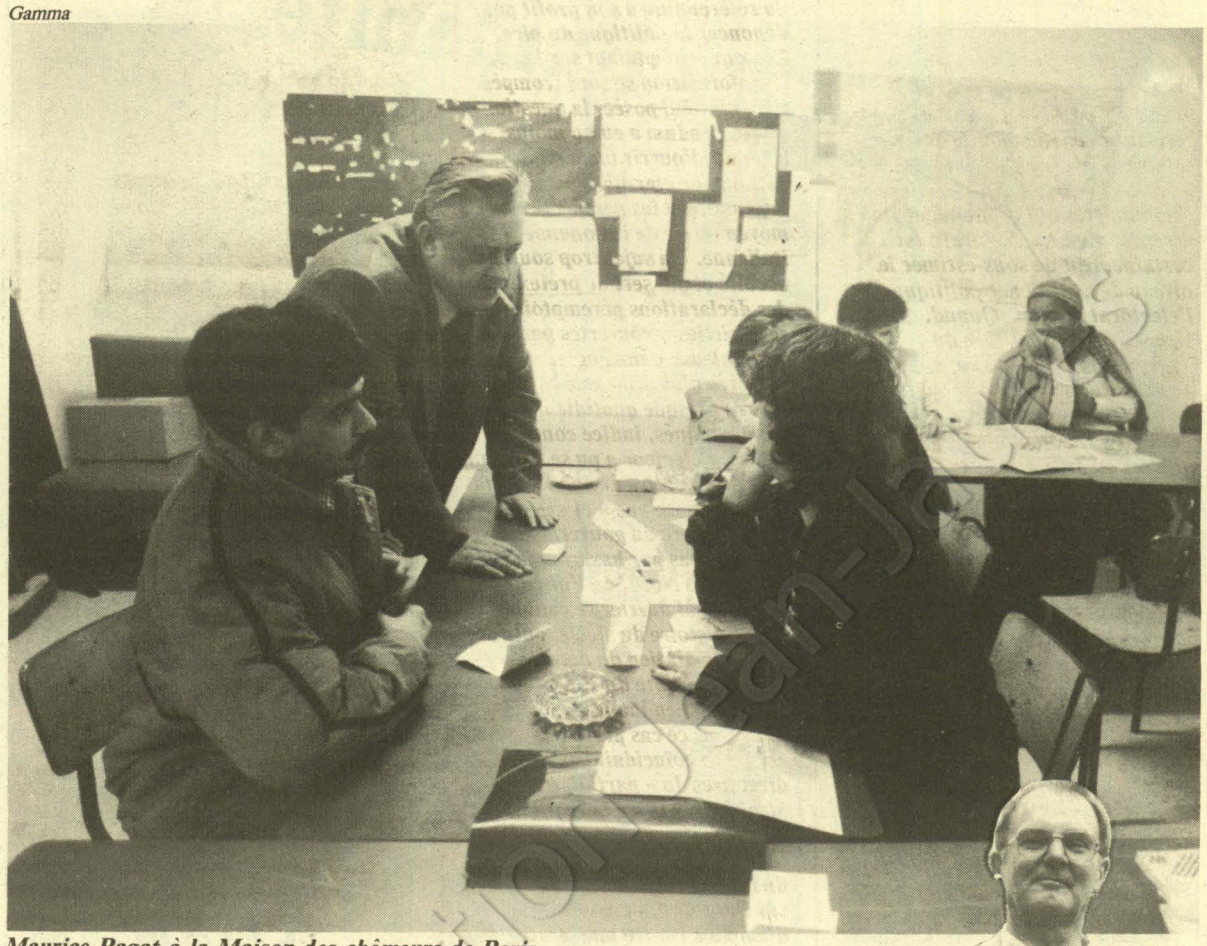
Une planche de salut : les T.u.c.

Ce jour-là, Fares est venu pour la première fois rue de la Fontaine-au-Roi. Agé de 23 ans, de nationalité algérienne, marié, il est au chômage depuis un an et demi, ne perçoit rien et, s'il ne dispose pas d'une qualification particulière, possède néanmoins un bon niveau « secondaire ». Il a appris par la presse que le bénéfice des T.u.c. allait être étendu aux jeunes chômeurs de plus de 21 ans, et il s'est précipité dans une A.n.p.e. de la place de la République où on lui a dit que les instructions n'étaient pas encore arrivées. Normal, l'extension venait tout juste d'être rendue publique par Michel Delebarre, ministre du Travail. Fares s'est ensuite rendu à la Maison des chômeurs pour consulter le service des offres d'emplois au cas où... Mais une secrétaire lui a aimablement proposé de revenir le lundi matin suivant, à la première heure. Vivant essentiellement grâce aux 2 900 F que gagne son épouse, Fares veut saisir cette ultime planche de salut que représentent les T.u.c., même s'il dit que c'est parce qu'il est algérien qu'il ne trouve pas de travail. Il aimerait faire les marchés, mais à la mairie de Paris on lui a répondu qu'il fallait attendre un à deux ans pour qu'une place se libère.

Evelyne, 22 ans, est dans la même situation. Titulaire d'un C.a.p. de sténo-dactylo, elle n'a, en fait, travaillé que 5 mois... en 3 ans, ne perçoit rien, elle non plus, et accueille donc à son tour le recours éventuel aux T.u.c. avec beaucoup de soulagement. « J'avais dépassé la limite d'âge pour les T.u.c. et je ne voyais guère d'issue, dit-elle sans colère. Maintenant ça va quand même mieux. »

Les T.u.c., leur extension toute récente aux jeunes de 22 à 25 ans, Maurice Pagat approuve bien sûr, estimant que rien n'est pire que le désœuvrement pour les jeunes. « Si 200 000 jeunes s'y sont précipités, c'est bien qu'ils sont utiles. Tout vaut mieux que rester les bras croisés. » Il croit en outre que cela peut déboucher sur de nouvelles filières encore inexplorées, sur de nouveaux métiers. Voici peu, il a rencontré Bernard Tapie pour les besoins du magazine « V.s.d. » — « J'utilise tous les moyens d'expression possibles pour faire passer mon message » — et tous deux ont évoqué « l'énorme marché des produits de qualité », celui des légumes, des fruits et autres produits traités naturellement. Voir la vie en clair, vous l'aviez compris. « Et pourquoi pas, demande-t-il ? Il faut innover. »

Gamma



Maurice Pagat à la Maison des chômeurs de Paris



Pascal Lebrun

Innover. C'est pour cela qu'il a créé il y a 3 ans le Syndicat des chômeurs (qui est avant tout une association) puis dans la foulée un petit mensuel d'informations sociales et d'annonces « Partage ». « Car ce qui fait des ravages, c'est la solitude du chômeur. Il a honte, ne vient pas aux manifestations (à celle du 30 mai dernier notamment organisé par le syndicat et qui fut un échec populaire), et ne parle à personne. Certains me disent qu'ils n'ont parlé à personne depuis huit jours. Il fallait donc créer un lieu de rencontres, dans la tradition des Bourses du travail, poursuit Pagat. Et puis il est plus facile de chercher collectivement du travail que seul, et cela convient aux employeurs. Il faut absolument que les chômeurs se prennent en charge, sortent de l'assistanat. » Ce sont du reste les chômeurs qui gèrent, eux-mêmes, les services de leur Maison, avec l'aide de quelques spécialistes. Maurice Pagat affirme encore qu'à Paris celle-ci a placé 700 personnes dans les emplois à longue durée depuis novembre 84, que les employeurs le contactent quotidiennement et que son personnel fait de bénévoles, donc de chômeurs, prospecte dans les entreprises. Se posant en concurrent de l'A.n.p.e., l'action de Pagat dérange. Comme le personnage rétro-moderniste qui intrigue beaucoup. Et plus encore les syndicats ouvriers, F.o. notamment, qui ne lui font pas de cadeaux.

« Quand on s'efforce d'innover dans la vie sociale, ça dérange inévitablement. Voyez les T.u.c., ils dérangent. Mais pour être affilié à un syndicat de travailleurs, il faut être dans une branche, avoir un statut. C'est un problème de boutique, d'appareil. » Sorti des statuts, point de salut en quelque sorte.

Vaincre les égoïsmes

Maurice Pagat estime que les mesures annoncées le 5 juin dernier par le gouvernement en faveur des « fins de droits » *(voir encadré)* représentent à coup sûr un progrès certain, mais il regrette néanmoins que le « minimum social » de 2 500 F ne soit pas sorti des cartons dans lesquels il se trouve encore. Il explique, en effet, qu'environ un million de personnes, des jeunes, des femmes seules surtout sont toujours exclus du système d'allocations, ne pouvant justifier de cinq ans d'activité salariée au cours des dix dernières années. Précisons que Georgina Dufoix étudie actuellement le dossier de ces exclus. « Les congés payés, le S.m.i.c., le minimum vieillesse furent de grandes avancées. Elles ont fait hurler le patronat poursuit Pagat, qui évoque souvent le mouvement ouvrier. Ce qu'il faut, ce sont donc des mesures de portée générale plutôt que de multiplier les catégories et les sous-catégories qui ajoutent à la complexité de la réglementation. »

Aussi le président du Syndicat des chômeurs propose-t-il le « minimum chômage » égal aux deux tiers du S.m.i.c., le passage immédiat aux 35 heures, le développement du temps partiel et la création d'un grand service unifié de l'emploi. « Sans faire le jeu d'un patronat qui a toujours été très conservateur en France, il faut accepter le partage, vaincre les égoïsmes », dit-il. Est-ce la panacée ? Minimum social garanti et politique de réinsertion professionnelle sont-ils deux notions complémentaires ? Bref, est-ce vraiment si simple ? Il ne le prétend certes pas, mais affirme néanmoins :« Les mutations technologiques en cours font qu'il n'y aura plus jamais assez d'emplois pour tout le monde. On le sait, les experts de l'O.c.d.e. et du B.i.t. (Bureau international du travail) le confirment. Il faut se faire une raison. » Et voter Pagat ? ●

Chômeurs en fin de droits : des mesures efficaces

Le C.n.p.f. ayant dénoncé en 1982 la convention du régime d'assurance-chômage en vigueur depuis 1958, rappelons qu'un nouveau système est né le 1er avril 1984 avec deux régimes distincts : un régime d'assurance financé et géré par les partenaires sociaux ; un régime de solidarité financé par l'Etat et destiné aux personnes privées d'emplois, ne relevant pas ou ne relevant plus du régime d'assurance. Le gouvernement a donc annoncé le 5 juin dernier une majoration des allocations perçues par les chômeurs en fin de droits et se trouvant à la charge de l'Etat.

En voici le rappel : 64,50 F par jour au lieu de 43 F pour les chômeurs de longue durée pouvant justifier de cinq années d'activité durant les dix dernières années (115 000 personnes) ; minimum de ressources porté à 2 580 F par mois jusqu'à l'âge de la retraite pour les chômeurs de plus de 57 ans et demi ayant effectué plus de dix années d'activité salariée (15 000 personnes), ces chômeurs étant par ailleurs dispensés de rechercher du travail s'ils le souhaitent ; extension des T.u.c. aux jeunes de 22 à 25 ans (100 000 personnes).

A cela s'ajoutent des mesures de formation et d'insertion professionnelle en faveur des femmes seules et privées de ressources une fois leurs enfants élevés (7 000 personnes) ainsi que la préparation d'un nouveau plan de lutte contre la pauvreté pour l'hiver prochain (création de nouvelles salles d'accueil, développement des contrats passés avec les collectivités locales, etc.).

Ces mesures, qui prendront effet le 1er juillet, devraient donc toucher 240 000 personnes et coûter 3,3 milliards de francs en année pleine. Par ailleurs, le gouvernement soutiendra le développement des initiatives locales, comme celles qui, à Saint-Dié et en Ille-et-Vilaine, visent à proposer des travaux d'intérêt collectif aux chômeurs de longue durée ne pouvant plus accéder aux T.u.c. (5 000 à 10 000 personnes pourraient être concernées par ces travaux d'ici à la fin de l'année).

Une réunion patronat-syndicats aura lieu avant la fin du mois pour aligner l'allocation de fin de droits du régime d'assurance (43 F) sur celle du régime de solidarité (64,50 F).

Politique internationale

R.F.A.

La partie de poker menteur des Verts et du S.p.d.

(de notre correspondant)

Depuis qu'en décembre dernier les Verts ont dénoncé à Wiesbaden l'accord de coopération de juin 1984 les liant au S.p.d. (« l'Unité » n° 582 du 7/12/1984), le ministre président Holger Börner dirige à nouveau en Hesse un gouvernement social-démocrate minoritaire. On ne pouvait s'attendre de part et d'autre à une quelconque initiative politique avant les élections de Rhénanie-Westphalie.

La double défaite des Verts en Sarre et en Rhénanie-Westphalie — où ceux-ci ne sont pas représentés dans les Parlements régionaux faute d'avoir obtenu au moins 5 % des voix — poussait la tendance pragmatique à fournir au moins en Hesse la preuve de sa capacité à gouverner, de peur de passer bientôt pour quantité négligeable. La rumeur voulait même que les Verts réclament trois portefeuilles et pas des moindres (l'économie, la justice, et l'environnement) au gouvernement de Wiesbaden. Pour le S.p.d., par contre, réconforté par son succès en Sarre et son triomphe en Rhénanie-Westphalie, il n'y avait pas urgence à agir. Pourtant, à la fin du mois de mai, Börner passait à l'offensive et proposait aux Verts de Hesse de constituer avec les sociaux-démocrates une coalition gouvernementale en bonne et due forme et il leur offrait le ministère de l'Environnement. Cette offre s'accompagnait toutefois d'un certain nombre de conditions : Börner demandait aux Verts de revenir au terme de l'accord de juin 1984, de voter le budget 1985 et de s'engager à l'avance sur un double projet du budget pour les années 1986 et 1987. Un accord entre Verts et S.p.d. dans le domaine de l'énergie nucléaire semblait par ailleurs d'autant moins exclu que celle-ci relève essentiellement de la compétence du gouvernement fédéral.

On s'est tout de suite interrogé en R.f.a. sur les raisons qui poussaient Holger Börner à faire cette ouverture, alors que le S.p.d. venait de fournir la preuve qu'il pouvait gagner des élections régionales seul et donc gouverner sans l'hypothèque que pouvait représenter l'appui des Verts. Ne risquait-il pas de relancer sans nécessité le débat sur l'inconstance du S.p.d. face aux Verts ? Tandis que la presse conservatrice brandissait à nouveau l'épouvantail d'une coalition Verts et S.p.d., l'ensemble de la presse libérale et de gauche voyait dans l'affaire une habile manœuvre de Börner dont la réputation d'excellent tacticien n'est plus à faire. Celui-ci, estimait-on, prenait les devants et forçait les Verts à découvrir leur jeu.

Désormais, la balle était dans leur camp. Börner cherchait-il à mettre les Verts en position de refuser son offre pour provoquer des élections anticipées et rééditer en Hesse la manœuvre qui avait si parfaitement réussi en Sarre et en Rhénanie-Westphalie ? Ou visait-il à raviver les tensions chez les Verts entre pragmatiques et fondamentalistes, le risque de scission croissant avec l'entrée d'un ministre Vert dans son gouvernement ? Holger Börner aurait la garantie de pouvoir gouverner en paix jusqu'à la fin de la législation, tout en affaiblissant les Verts dans la perspective des élections fédérales de 1987.

Hypothèse pensable, mais que nulle déclaration officielle du S.p.d. à Wiesbaden ne permet d'étayer. Aussitôt connue la proposition du ministre président hessois, l'aile droite de son parti manifestait toutefois ses craintes de voir le S.p.d. s'engager dans une aventure des plus hasardeuses, et les syndicats ne cachaient pas qu'ils redoutaient qu'un ministre Vert de l'Environnement, surtout s'il s'appelait Otto Schily, juriste averti et habile, paralyse l'industrie nucléaire et provoque un accroissement du chômage.

Début mai, le groupe parlementaire Vert à Wiesbaden se prononçait à la majorité des deux tiers en faveur d'une coalition gouvernementale avec le S.p.d. Mais du congrès régional des Verts à Niedernhausen dans le Taunus le week-end dernier, il ne s'est pas dégagé de vote clairement favorable à une coalition avec les sociaux-démocrates. Les fondamentalistes ne pouvaient être que contre, mais même chez les pragmatiques, les avis étaient partagés. Ils hésitaient entre le retour à une politique de soutien parlementaire sans participation gouvernementale et l'ouverture de négociations en vue de former une coalition avec le S.p.d. Finalement, le congrès de Niedernhausen s'est prononcé pour l'ouverture de telles négociations, mais à des conditions qui ne sont pas celles du S.p.d. : les Verts refusent en particulier de s'engager à l'avance sur un double budget 86/87. Les Verts ont donc renvoyé la balle et réduit les risques d'une scission en leur sein par un compromis tactique.

Lundi 10 juin, le S.p.d. hésitait encore sur les suites à donner à ce oui/non des Verts. Il pourrait accepter l'ouverture de négociations pour aboutir à un contrat limité avec les écologistes, lui permettant de se maintenir, mais dans des conditions aléatoires, au pouvoir à Wiesbaden ou tout aussi bien profiter de l'occasion pour dénoncer l'incapacité des Verts à assumer des responsabilités et provoquer des élections anticipées. Dans un cas comme dans l'autre, S.p.d. et Verts joueront serré.

JEROME VAILLANT

ITALIE

La démagogie est un plat qui se mange chaud

(de notre correspondant à Rome)

Avec 45,7 % de « SI » contre 54,3 % de « NO », la bataille pour l'abrogation du décret révisant l'échelle mobile des salaires s'est conclue par une nouvelle défaite des dirigeants communistes qui accumulent les erreurs, dont la plus grave est certainement de sous-estimer le niveau de conscience politique de l'électorat italien. Quand, l'année dernière, l'idée du référendum a été lancée, appuyée par une manifestation monstre, comme le P.c.i. sait les organiser, on ne donnait pas cher de la peau du gouvernement Craxi, cible véritable de l'action communiste.

Sous l'effet des passions, la vague du mécontentement semblait devoir balayer sur son passage les liens fragiles qui unissent les cinq partis de la majorité. Le score « historique » du Parti communiste aux élections européennes de l'année dernière semblait confirmer la capacité du P.c.i. à recueillir et canaliser les voix du « front du refus ». Fort de ses 33,3 %, le P.c.i. entendait bien transformer l'essai et faire du référendum sur la question salariale un instrument capable de faire éclater la majorité et de présenter le P.c.i. comme le parti du dernier recours, face aux tensions inévitablement provoquées par la crise de gouvernement qu'aurait suivie une crise sociale. Il ne fait pas de doute que les fissures qui apparaissent sur le versant syndical à propos des choix prioritaires entre politique de l'emploi et politique des salaires auraient ajouté à la confusion en créant une fracture impossible à colmater.

L'Italie serait devenue plus ingouvernable que jamais au détriment des plus faibles qui font les frais des zigzags de l'économie. On imagine aisément quelle paralysie aurait provoquée une coalition de fait comprenant P.c.i. et D.c., deux partis aussi peu préparés à la cohabitation et pratiquement dépourvus de projet, essentiellement occupés à renforcer leur position respective. Refusant de se perdre dans un jeu ambigu de politique de couloir, l'électorat italien a utilisé l'arme du référendum à son profit pour dénoncer la politique du pire. Ceux qui comptaient sur la désinformation se sont trompés. Bien que mal posée, la question du référendum a eu au moins l'intérêt d'ouvrir un débat national de clarification sur l'actualité et les perspectives à moyen terme de l'économie italienne. Un sujet trop souvent occulté et qui sert de prétexte à des déclarations péremptoires et sectorielles recouvertes par une scandaleuse démagogie.

Après plus d'un an d'une guerre presque quotidienne des communiqués, indice contre indice, l'électeur a pu se faire une idée plus précise de son « habitat socio-économique » et des marges de manœuvre du gouvernement. Ce n'est pas par hasard que les régions du Nord, où l'histoire du mouvement ouvrier se confond avec l'histoire du siècle, ont voté pour le maintien du décret, contre l'attente du P.c.i. pourtant bien implanté. C'est que, dans ce cas précis, le vote de classe ne coïncidait pas avec les directives du « parti ». Plus étroitement liés à la réalité de la production industrielle que dans les régions du Sud, les électeurs du Nord ont misé sur le futur et sur l'espoir des créations d'emplois contre une stratégie de repli conservatrice, déjouant ainsi les spéculations du P.c.i.

Ce qui aurait pu réussir sous le coup de l'émotion (l'échelle mobile des salaires étant un symbole fort des conquêtes de la classe ouvrière au même titre que les congés payés) n'a pas résisté à l'analyse. La démagogie est un plat qui se mange chaud ! La faiblesse du discours et l'absence de projet ont mis en lumière l'évidence : « Le roi est nu. » C'est dans ce contexte que le patronat italien, frappé soudainement d'une grave myopie, a cru pouvoir tirer les marrons du feu en dénonçant globalement le principe de l'échelle mobile des salaires à la veille de la lecture des résultats du scrutin. Une fausse manœuvre peu élégante qui associe une politique d'épicier à un esprit de revanche peu compatible avec les responsabilités attachées à la fonction des chefs d'entreprise. Faudra-t-il provoquer un autre référendum pour tirer définitivement les conclusions de la réflexion sur l'équation : salaire-emploi, sans oublier d'introduire les facteurs de : technicité — performance — productivité — bénéfice, qui entrent dans les compétences strictes du patronat et qui justifient la corporation. Rendre les salaires seuls responsables de l'inflation et du chômage (et pourquoi pas de la crise ?) serait une simplification paresseuse, dangereuse pour le patronat lui-même.

MICHEL MATHIEU



Pascal Lebrun

Bettino Craxi.

ARGENTINE

Les retombées de la « sale guerre »

Le procès des généraux se poursuit en Argentine. Les témoins qui défilent — dix heures d'audience par jour depuis six semaines — dressent un véritable réquisitoire de dix années d'horreur qui ont endeuillé ce pays sud-américain. Non pas qu'on oublie les neuf chefs militaires responsables des tortures, disparitions et emprisonnements illégaux, mais les comptes rendus des audiences aident à voir d'une part l'amplitude du phénomène répressif et, d'autre part, qu'au-delà de neuf accusés il y avait tout un système policier et militaire avec des ramifications nationales obéissant à une politique bien définie. Ainsi, des témoins racontent comment les troupes spéciales de la police fédérale ou des services « d'intelligence » de l'armée de terre, ou encore de la marine de guerre, se présentaient aux portes des usines avec des listes noires de « meneurs syndicaux ». Ces listes confectionnées avec l'aide d'un patronat complice et avec la collaboration des dirigeants de la maffia syndicale sont à l'origine de plusieurs milliers de « disparitions » dans les milieux ouvriers.

On apprend aussi qu'il existait toute une organisation interne aux militaires, avec une hiérarchie savamment construite, pour se répartir le « butin de guerre », c'est-à-dire les patrimoines des personnes arrêtées... D'autre part, et à une plus grande échelle, on connaît maintenant les noms des officiers et des hommes du secteur privé qui ont parfois utilisé des méthodes violentes pour s'approprier les biens de leurs concurrents économiques. La « guerre sale » a ainsi frappé des banquiers, des commerçants ou p.-d.g. des entreprises convoitées par les concepteurs de la politique économique de la dictature. De très sérieuses divergences sont apparues au fil du procès entre les différents accusés. L'amiral Massera, chef de la tristement célèbre Ecole de mécanique de la marine, persiste dans l'attitude de « charger » ses collègues de l'armée de terre. Et, dans la prison où ils sont maintenant enfermés, ces illustres tortionnaires argentins font le coup de poing. Massera et Viola, le général qu'on présentait en 1980 comme le militaire devant « adoucir » le visage de la dictature, en sont venus aux mains.

Après les dénonciations d'Alfonsin pendant le mois de mai, faisant état de « manœuvres de déstabilisation », on attendait la suite. Pour certains, il ne s'agissait que de paroles en l'air.

Mais la suite est venue. Une série d'opérations de police — sous le contrôle direct, dit-on de Raul Alfonsin — a permis de découvrir des caches d'armes et de procéder à des arrestations dans le milieu de « groupes parapoliciers ».

CARLOS FERRARI-LOPEZ

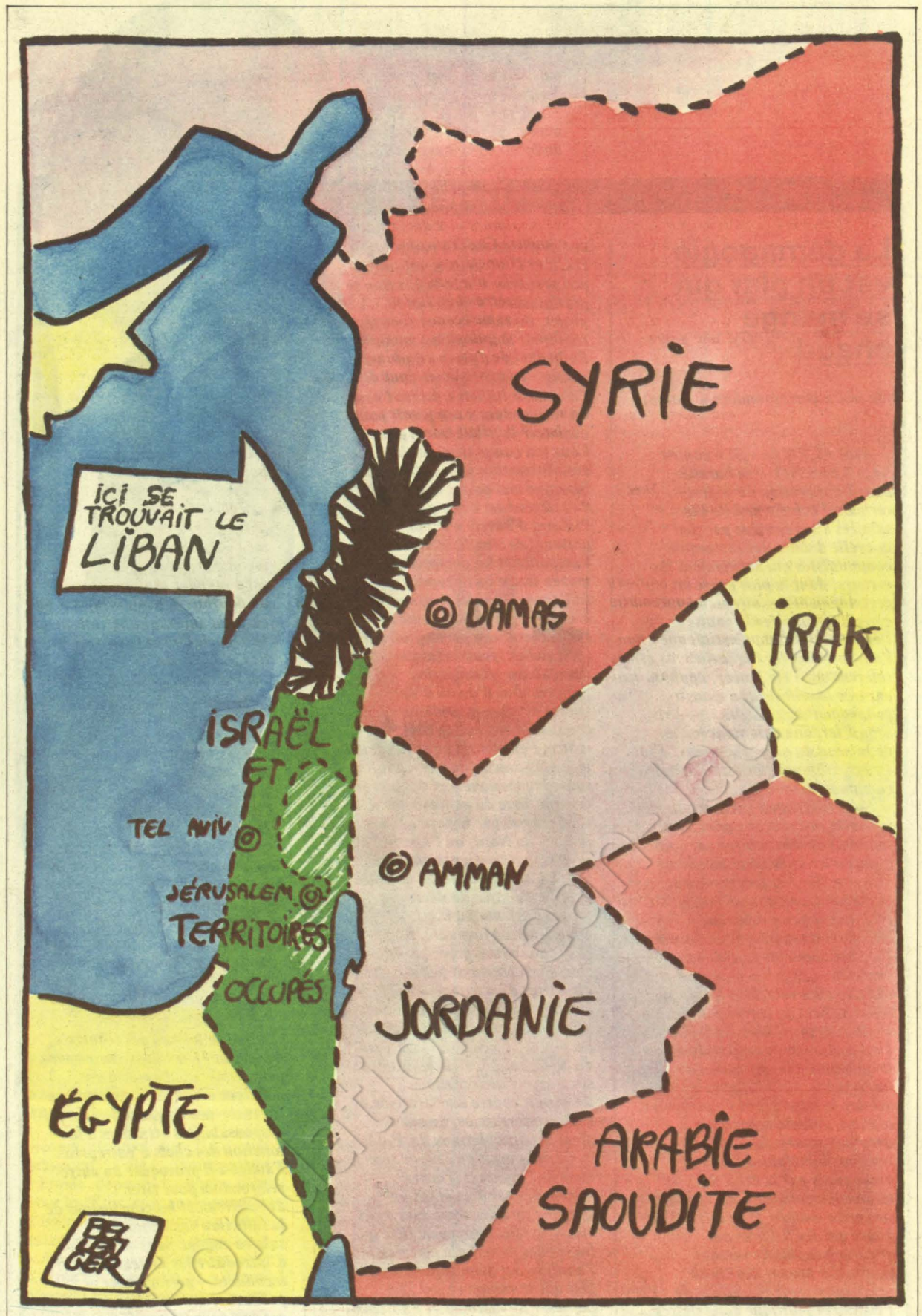
C.E.E.

L'Europe à douze

Le grand événement international de la semaine aura été, sans conteste, la signature officielle mercredi, à Lisbonne puis à Madrid des actes marquant l'adhésion du Portugal et de l'Espagne à la Communauté européenne. Ainsi s'achèvent des négociations qui ont duré près de huit ans et qui n'ont d'ailleurs pas permis de résoudre tous les problèmes que posait cette adhésion. L'Espagne et le Portugal deviendront membres de la C.e.e. à partir du 1er janvier 1986 mais dans certains domaines (agriculture, pêche, etc.) leur entrée à part entière dans le Marché commun ne se fera que progressivement.

Ce problème de l'élargissement réglé, le sommet de Milan qui se réunit à la fin de ce mois va pouvoir se consacrer essentiellement à la réforme des institutions de la Communauté et notamment de ses mécanismes de décision, problème qui devient encore plus aigu au moment où elle passe de dix à douze membres. Du côté français on espère que les propositions de relance institutionnelle que contient le rapport de Maurice Faure feront l'objet d'un accord, au moins de principe, mais il est clair que Britanniques, Danois et Grecs, pour ne citer que ceux-là, sont moins enthousiastes vis-à-vis des réformes proposées.

A.V.



"LE LIBAN NE VEUT PAS MOURIR"

Dix ans de guerre, un pays saigné, ruiné et occupé, plus d'Etat, l'anarchie et le banditisme régnants, 700 000 personnes déplacées, des communautés qui continuent de se déchirer, tel est le visage du Liban d'aujourd'hui au moment du retrait d'Israël, lourd de rebondissements. Et pourtant, dans son extrême lassitude, cette nation ne veut pas périr, jamais même son désir de paix et de survie n'a été plus grand. Est-ce encore possible ? Raymond Eddé « la bonne conscience du Liban » répond pour « l'Unité » avec une sincère brutalité.

PAR JEAN LIBERMAN

Fils du président libanais Emile Eddé, Raymond Eddé, catholique maronite, ancien ministre et député de Byblos est le chef du bloc national libanais. Homme du centre, démocrate et patriote, il est le symbole d'un Liban uni, souverain et surtout laïque à l'heure des déchainements confessionnels. Ennemi des phalangistes qui firent entrer les Syriens, son appel de 1976 au peuple libanais au nom d'un Front d'union nationale, pour s'opposer à la partition et pour l'action en vue du départ des Syriens, lui a valu deux attentats dont il a miraculeusement réchappé pour s'exiler afin de continuer à Paris son combat.

« L'UNITE » : Quels ont été les facteurs essentiels de cette inépuisable guerre civile ?

RAYMOND EDDE : Le Liban est victime de deux politiques expansionnistes : israélienne et syrienne. La Syrie a toujours voulu réaliser le rêve de la grande Syrie et de l'unité syrienne. Alors qu'Israël n'existait pas, en 1919, déjà l'Agence juive demandait que la frontière nord de la Palestine, qui allait passer sous le mandat britannique, soit constituée par le fleuve Litani. Ce fut un objectif permanent d'Israël. Mais la dernière invasion, commencée par l'opération Galilée qui ne devait pas excéder 45 km dans le Sud-Liban, a conduit Tsahal à Beyrouth.

Un autre facteur a été l'exode des Palestiniens provoqué par la politique d'Israël. Le Liban avait deux solutions : les laisser entrer ou assassiner femmes et enfants. Les Palestiniens sont restés jusqu'en 1967 sans incidents sérieux mais, après la défaite des armées arabes, en 1967, Nasser les a poussés à organiser leur résistance. Ils ont été armés par la Syrie qui recevait son armement de l'U.r.s.s. Mais finalement Syrie, Egypte et Jordanie ont interdit toute activité aux Palestiniens. Et lors de Septembre noir, en 1970, Hussein en tuait quelques milliers.

Le seul endroit où les Palestiniens ont eu quelque liberté de mouvement pour s'introduire en Israël et y accomplir des opérations militaires a été le Liban. Et même, en 1969, l'accord du Caire permettait à l'O.l.p. l'utilisation de certaines parties du Sud-Liban à des fins militaires anti-israéliennes, ce qui transgressait la Convention d'armistice israélo-libanaise et l'intégrité de notre territoire.

– Il y eut des facteurs proprement libanais...

– Ce qui se produisit aussi, c'est que les Palestiniens formant une main-d'œuvre bon marché, les industriels et grands propriétaires y ont fait appel. Peu à peu, les Palestiniens sont allés vers les villes autour de Tyr, Sidon, Tripoli et Beyrouth. C'est ainsi que les Palestiniens se trouvaient à Tell el Zaatar où ont eu lieu les premiers combats entre eux et les phalangistes.

Le Liban connut aussi une grande prospérité due au pétrole régional, ce qui contribua à en faire un grand centre financier et bancaire : grâce à une loi dont je suis l'auteur sur le secret bancaire, les banques sont passées de 20 à 100 donnant du travail à de nombreux Libanais. Mais en même temps croissaient misère et mécontentement entre la bourgeoisie et une grosse petite bourgeoisie face aux malheureux des camps et les chiites. Ceux-ci, Libanais authentiques, mais surtout pauvres agriculteurs à la démographie galopante, se sont sentis frustrés. Car les bons postes de l'administration allaient plutôt aux sunnites des villes et beaucoup de chiites durent s'expatrier.

On eut donc une richesse énorme d'un côté détenue par des musulmans et chrétiens (car il ne faut pas tomber dans l'opposition fausse entre chrétiens riches et musulmans pauvres) et une grande misère de l'autre. Le mécontentement a été alimenté par la présence palestinienne. Il s'est produit une tentative palestinienne, aidée des sunnites, de créer un Etat dans l'Etat. Cela se conjuguait avec le plan de Kissinger, que j'ai dénoncé dès 1975, qui voulait diviser le Liban en deux : au sud de la ligne Beyrouth-Damas, un Liban musulman et palestinien et au nord le Liban chrétien (avec une petite Palestine au Liban-Sud).

Le parti phalangiste qui avait pourtant voté les accords du Caire, craignant la poussée palestinienne dans la partie maronite, s'est allié secrètement aux Israéliens, estimant qu'ils étaient les seuls susceptibles de provoquer le départ des Palestiniens vers la Syrie ou d'autres pays. D'où l'initiative des premiers combats en 1975 par le parti phalangiste qui, au surplus, voulait s'emparer du pouvoir. Encouragé et armé d'ailleurs par Israël qui depuis 1954 a toujours rêvé de modifier les frontières du Liban et d'y créer de petits Etats confessionnels pour justifier l'Etat juif (voir les mémoires de Moshé Sharet). Ce sont les phalangistes qui, en mai 1976, se trouvant en difficulté dans les combats de la montagne, du fait que druzes et musulmans s'étaient solidarisés avec Palestiniens, ont décidé de faire appel à Assad dont les armées sont entrées au Liban le 1er juin 1976.

– Et les conséquences de cette guerre ?

– D'abord l'effondrement de l'Etat libanais. Le Liban est paralysé : le chef de l'Etat est isolé dans son palais et sans pouvoir, le gouvernement ne se réunit plus, ni le Parlement. Donc l'autorité libanaise est devenue fictive. Et ceux qui tiennent le terrain, ce sont surtout les chiites d'Amal. En fait, on a vu les chrétiens s'entre-tuer et les musulmans s'entre-tuer pour le plus grand profit d'Israël et de la Syrie.

Autre conséquence : la poussée de l'intégrisme musulman chiite du fait de la présence khomeyniste. Beaucoup de chiites iraniens persans viennent au Liban pour endoctriner les chiites libanais arabes. C'est la source d'affrontements entre eux et de réactions chez les chrétiens. On oublie ainsi que le Liban était devenu presque laïque, alors qu'il se confessionnalise de plus en plus. Tout cela sous le contrôle de Damas qui tient à sa grande Syrie.

– Quels sont les premiers responsables de cette situation ?

– Les phalangistes sont parmi les grands responsables. Quand ils ont eu le vent en poupe avec l'invasion israélienne de juin 1983, Béchir Gémayel, en accord avec Tsahal, a envoyé 3 000 de ses hommes au Chouf et à Aley pour provoquer l'exode des druzes. Il s'agissait d'aller jusqu'à Jezzine afin que le Liban devienne essentiellement chrétien maronite. Ils n'ont pas réussi, au contraire, ils ont été battus dans le Chouf par Walid Joumblatt. Ils ont d'ailleurs tenté une opération semblable voici quelques mois contre les musulmans au sud près de Saïda et ont été battus une seconde fois. Si bien qu'aujourd'hui, dans le pays maronite au nord de Beyrouth, il y a une masse de réfugiés chrétiens venus du Chouf et du Sud... On compte 700 000 personnes déplacées au Liban !

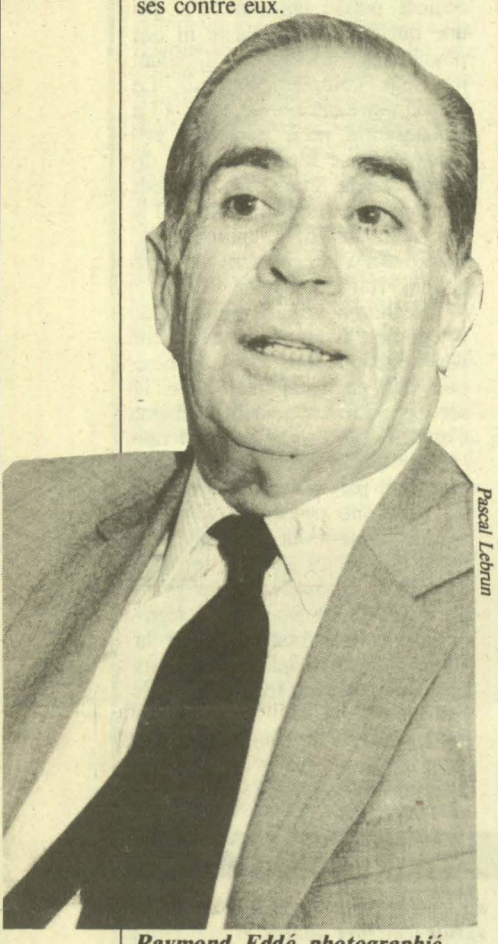
– Quelles peuvent être les conséquences de la montée en puissance des chiites ?

– Si l'on jouait le jeu démocratique, les chiites devraient avoir la présidence de la République. Ils se contenteraient sans doute de la présidence du Conseil à la place des sunnites.

Je souligne que le Liban est le seul Etat arabe à avoir une Constitution laïque. Et le fait qu'il doit y avoir un président maronite, un Premier ministre sunnite et un président de la Chambre chiite n'est dû qu'à un accord verbal de 1943 reflétant la situation de l'époque. Actuellement, les chiites sont les plus nombreux et ils se sont battus contre les Palestiniens et les Israéliens, ce dont ils tirent argument pour revendiquer la présidence du Conseil.

– La présence palestinienne au Liban semble bien compromise après le second Sabra et Chatila...

– Les Palestiniens ont commis dès le début une grosse faute. Ils ont cru pouvoir s'installer au Liban, y créer un Etat dans l'Etat ou faire ce qu'ils ont tenté en Jordanie. Et comme ils avaient l'appui des musulmans, notamment sunnites, ils se sont attaqués à l'armée, tendant à supplanter l'autorité libanaise. Ils ont eu un autre tort : à chaque fois qu'ils tentaient une opération contre Israël au Sud-Liban, c'était toujours au détriment des populations chiites qui subissaient les représailles, bref ils s'y comportaient en maîtres. D'où la façon enthousiaste dont les chiites ont accueilli les troupes israéliennes. Ce n'est que par suite des fautes commises à son tour par Israël que les chiites se sont dressés contre eux.



Pascal Lebrun

Raymond Eddé photographié chez lui, à Paris.

Quel sera demain le sort des Palestiniens pour qui le Liban était le seul pays arabe où ils étaient tolérés et pouvaient avoir une activité politique et militaire ?

Remarquons que, au niveau de la Ligue arabe où la question palestinienne était en discussion, la Syrie s'est trouvée désavouée, isolée et Arafat soutenu. Il est important que dans la « guerre des camps » les Palestiniens prosyriens d'Abou Moussa que Damas a envoyés pour prendre la direction des camps, en majorité arafistes, se soient solidarisés avec ceux-ci contre les chiites. Le jeu d'Assad, cherchant à mettre la main sur les Palestiniens, comme sur le Liban, a ainsi été dévoilé... Et il y a aussi 300 000 Palestiniens en Syrie qui n'osent bouger.

– Israël évacue le Liban tout en maintenant une certaine présence dans la zone dite de sécurité. Croyez-vous qu'il se retirera totalement ?

ISRAEL

Après le retrait du Liban, bruits de paix

Retour à la case départ : lundi dernier au moment où les dernières troupes de Tsahal au Liban passaient la frontière israélienne deux roquettes de katiouchas s'abattaient en Haute Galilée. Quelle illustration de l'échec complet d'une guerre, présentée d'abord comme une simple action éclair, l'Opération Galilée – 36 heures pour « nettoyer » le Sud-Liban des Palestiniens fauteurs d'insécurité en Galilée – et qui a vu les objectifs véritables du gouvernement Begin s'échouer dans le bourbier libanais au terme de trois ans de batailles au lourd bilan : 654 tués et des milliers de blessés !

Envolés les rêves d'un nouveau Liban ami d'Israël, à suprématie phalangiste, et d'une annihilation palestinienne : non seulement les Palestiniens armés campent toujours au Liban, mais l'hostilité farouche de la communauté chiite vis-à-vis d'Israël a noirci encore le tableau. A tel point que l'Etat hébreu reste désormais englué au Sud-Liban : « L'armée israélienne, a déclaré son chef d'état-major, ne pourra se retirer entièrement du Liban... Aucune force locale libanaise n'est capable d'empêcher les actions terroristes contre Israël. » C'est dire le peu de cas fait à Jérusalem de cette milice, l'Armée du Liban-Sud, pourtant payée par elle pour défendre la « zone de sécurité » frontalière ; laquelle ne pourra finalement être tenue que par la présence de centaines de « conseillers » militaires israéliens, sans compter les patrouilles de représailles de Tsahal.

« L'inutile guerre du Liban nous a coûté 3,5 millions de dollars... Si cet argent n'y avait pas été consacré, la Galilée aurait pu absorber une population de plusieurs milliers de personnes », a déclaré le ministre Gad Yaacobi, reflétant l'amertume d'une opinion qui, cette fois, n'a jamais soutenu cette guerre et se voit confrontée au marasme économique et à une inflation galopante, auxquels un budget de guerre accablant n'est pas étranger. Voici donc derechef la paix à l'ordre du jour et objet de nouvelles surenchères. Pour Israël il fallait faire face aux espoirs soulevés par le plan Hussein, apparemment pris au sérieux à Washington, et qui visait à des négociations de paix entre une délégation jordano-palestinienne et Israël sous l'égide d'une conférence internationale. Ce plan misait, après une première phase de discussion américano-jordano-palestinienne, sur une inclusion de l'O.l.p. et la présence de l'U.r.s.s. dans la Conférence internationale. Autant de points sacrilèges.

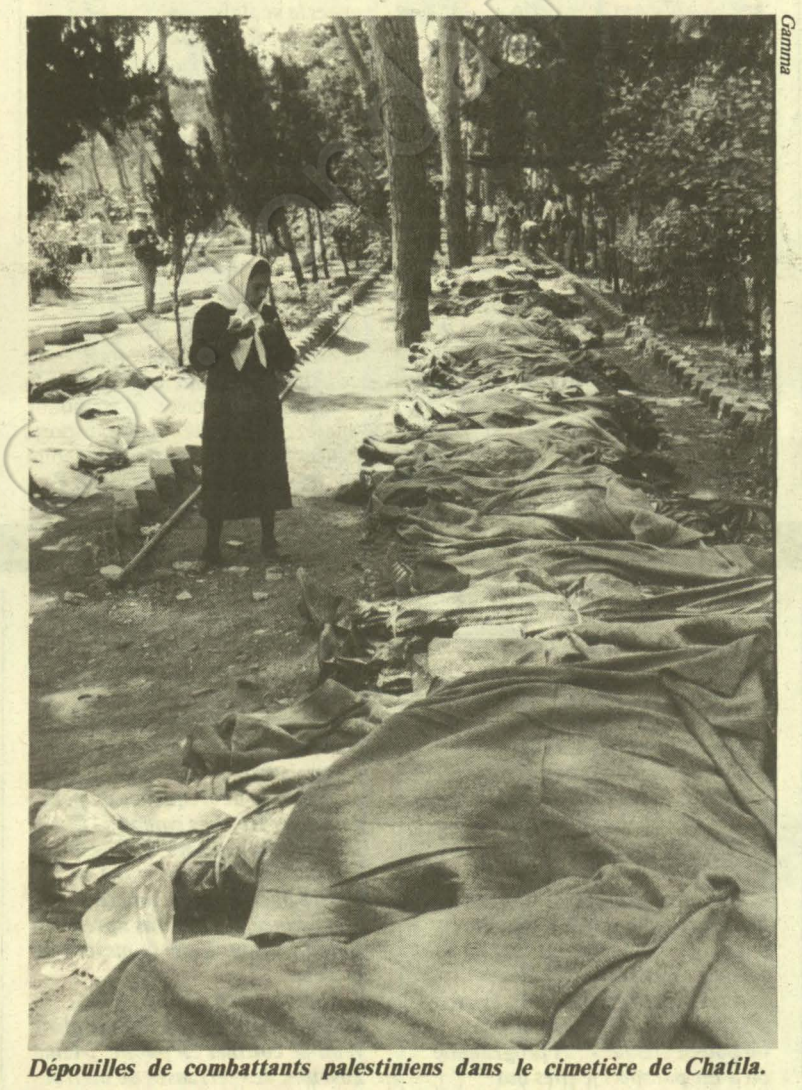
Le plan, présenté solennellement en guise de réponse, à la Knesseth, par Shimon Pérès, s'est voulu fidèle à son image constructive. Cette « initiative de paix », assez rare pour qu'on l'accueille avec intérêt, propose à Hussein des « négociations directes... entre parties aspirant à la paix » et fixe même un délai de trois mois, façon de rappeler que l'occasion est à prendre tant que Pérès est au pouvoir. Elle n'exclut pas une certaine internationalisation de la négociation et la participation des Palestiniens sans préciser leur identité. Mais le gouvernement d'Union nationale n'a tout de même laissé qu'une faible marge de manœuvre à Pérès et le ferme rejet du plan Hussein s'accompagne d'un double refus : aucun contact avec l'O.l.p., pas de Conférence internationale avec l'U.r.s.s.

Or le roi Hussein ne jouit également que d'une marge de manœuvre limitée par rapport aux exigences palestiniennes et arabes... Et s'il est vrai, plus encore après la guerre du Liban, que rien ne peut être réglé sans passer par l'O.l.p., même si aujourd'hui le partenaire est jordano-palestinien, l'essentiel dialogue israélo-palestinien ne paraît pas avoir été mis à l'ordre du jour. **J.L.**

Sipa-presse



Le roi Hussein et Ronald Reagan, à Washington, le 30 mai.



Gamma

Dépouilles de combattants palestiniens dans le cimetière de Chatila.

– J'en doute. Israël n'a jamais respecté la Convention d'armistice israélo-libanaise en 1949 qui faisait suite à la guerre israélo-arabe de 1948. Or, le Liban n'a pas participé depuis, aux conflits de 1967 et de 1973, et n'a donc jamais violé la Convention d'armistice. Par contre, du fait du comportement des Palestiniens qui attaquaient Israël à partir du Sud-Liban, l'Etat hébreu a de plus en plus envoyé ses militaires au Liban sous des prétextes divers jusqu'à l'invasion de 1982. Personnellement, j'ai toujours accusé Israël de vouloir s'emparer du Liban-Sud pour ses réserves d'eau. Déjà Ben Gourion qui voulait peupler Israël de neuf millions d'habitants et irriguer le désert du Néguev envisageait de créer au Liban de petits Etats tampons : druze, maronite, chiite, sunnite, bref de balkaniser toute la région selon la formule « diviser pour régner ». C'est pourquoi Israël n'a jamais respecté le droit international et les résolutions de l'Onu.

Et si aujourd'hui Israël s'en va, c'est surtout du fait de la résistance chiite et de ses actions kamikazes. De plus le peuple israélien n'était pas en faveur de cette guerre et, après Sabra et Chatila, s'est véritablement soulevé contre ses gouvernants ce qui est tout à son honneur. Mais Israël tel qu'il est ne se retirera vraiment jamais : si l'armée s'en va, il restera par milices et conseillers interposés, ce à quoi on assiste au Sud-Liban. Tandis que la Syrie de son côté occupera la Bekaa, le Liban-Nord et Tripoli, voire le port de Beyrouth si elle le peut, et ce sera la première étape vers la grande Syrie.

– Le terrorisme et les enlèvements d'Européens continuent. Qu'y a-t-il derrière le Djihad islamique ?

– Il y a tout sauf une politique libanaise : ces groupes n'agissent pas pour le compte du Liban ni pour ses intérêts.

Alors la Syrie ? Celle-ci veut apparaître comme la protectrice du Liban. Rien ne peut s'y passer sans elle. De même qu'à un niveau plus élevé les Etats-Unis estiment que cette partie du monde est une chasse gardée. C'est la route du pétrole. Et j'avais attiré l'attention de la France pour qu'elle ne s'associe pas, dans une force multinationale, avec les Etats-Unis. Car les Soviétiques sont derrière les Syriens et jamais ils n'accepteront d'être évincés du règlement des problèmes de la région. Voilà pourquoi il y eut les attentats à grande échelle contre les Américains et les Français dont l'origine syrienne n'est pas douteuse. Quant au Djihad, comme la France arme l'Irak, l'Iran pour se venger cherche les endroits où les Français sont vulnérables par absence d'autorité, d'où les kidnappings récents.

– Le fiasco de l'intervention des grandes puissances a en effet été retentissant...

– L'U.r.s.s. n'aurait peut-être pas trouvé ombrage à ce que la France viennent avec les Italiens et les Anglais. Mais avec la présence de la 6e flotte américaine et des Marines, la Syrie et l'U.r.s.s. ne pouvaient perdre la face. Et l'U.r.s.s. par le truchement de la Syrie a réussi à faire déguerpir l'Amérique.

Pour ma part, je rejette la responsabilité de tout ce qui arrive au Liban sur la politique américaine qui seule peut obliger Israël à changer son orientation expansionniste et à respecter les résolutions du Conseil de Sécurité. Sans le feu vert américain, jamais Israël n'aurait pu se permettre d'envahir le Liban malgré la présence des Casques bleus.

– Le Liban pluricommunautaire n'est-il devenu qu'un protectorat de la Syrie et, enlisé sous les coups des intégristes, n'est-il voué qu'à la cantonisation ?

– Le peuple libanais s'est rendu compte que la politique phalangiste l'a conduit à la ruine. Les maronites eux-mêmes ont réalisé que la politique des cantons n'était pas viable politiquement et économiquement. Aujourd'hui, le chef de l'Etat, Amine Gémayel, à cause de ses volte-face politiques, s'est déconsidéré. Il était du côté d'Israël et l'a trahi (avec l'accord de paix du 17 mai 1983 qu'il n'a pu faire ratifier sous la pression syrienne) pour finalement se jeter dans les bras d'Assad dont il est devenu le cireur de bottes. Si bien qu'actuellement les gens ne veulent plus de cantonisation, toutes les communautés veulent la paix, mais la Syrie et Israël y font obstacle car aucun d'eux n'a vraiment renoncé à la mainmise sur une partie du Liban. Cela étant, notre pays souffre après dix ans de guerre d'une misère terrible : tous ces réfugiés qui ont tout abandonné connaissent une situation épouvantable, et il faudrait une sorte de plan Marshall pour nous relever. Mais avant d'en arriver là il faut que les armes se taisent.

– Les Libanais ne se sont-ils pas résignés dans une certaine mesure à la cantonisation ?

– Si nous pouvons nous retrouver entre Libanais, sans les agents d'Israël, de la Syrie et de l'Iran, certes il y aura des règlements de comptes contre les « collaborateurs » et de la vendetta, mais si on veut refaire le Liban on le peut. Non pas le Liban de papa avec ses inégalités, et des réformes sociales s'imposent, un certain temps de réconciliation est également nécessaire, mais la volonté des Libanais de le demeurer subsiste.

Israël s'est mis à dos toutes les communautés et la présence syrienne inquiète. Cependant, sur tout le Liban-Nord où règne la « pax syriana », les gens vont et viennent sans histoire et il y a une grande tendance aujourd'hui de « faire avec » en vue de survivre.

Cela dit, quelle sera la facture à payer à la Syrie pour le prix des services qu'elle est censée nous rendre puisqu'elle a été appelée. C'est Damas qui le fixera et notre économie étant en pleine faillite, comment y ferons-nous face ? Cependant si les Syriens annoncent : nous venons, nous ramassons toutes les armes lourdes, bref nous apportons la paix, quel sera le père de famille qui n'aura pas hâte de retrouver la paix à n'importe quel prix ?

Encore faut-il que le Liban redevienne un Etat. Je ne saurais pour ma part désespérer de l'avenir du Liban et, sans ambition personnelle, je garde celle de sauver mon pays. Je veux de nouveau voir un Liban « uni, libre et souverain » suivant le slogan de mon parti. ●

LA ROCHELLE

A PIED, A VELO ET EN AUTOPLUS...





Après l'automobile, le bus, le car, le bateau ou la bicyclette, voici l'autoplus. Lieu : La Rochelle et ses environs. Idée : mettre au service du public l'ensemble des moyens de transports sans négliger de faire appel à l'informatique. Démarrage du véhicule : début 1986.

PAR DENIS DANGAIX

NUL ne l'ignore, la ville de La Rochelle est superbe. Son vieux port, ses voies piétonnes, son urbanisme... la cité phare de la Charente-Maritime sait conjuguer environnement et qualité de la vie. La Rochelle est belle et paisible quand on baguenaude le nez au vent et les mains dans les poches. La Rochelle est calme et tranquille quand on bourlingue au gré des pavés. La ville est chouette quand on est à pied. Mais en voiture... misère.

Adieu qualité de la vie, bonjour galère. Le stress résonne au rythme des klaxons des véhicules embouteillés. Hélas ! Cette règle est générale et ne supporte aucune exception. La ville, l'agglomération crève doucement du comportement individualiste du conducteur acharné. Tristesse. Lassitude. Imbécillité. Le transport est un problème bien trop complexe pour se laisser emporter. Tout de même. Si on se prenait à rêver. Si on repensait fortement au cri « écolo-situationniste » des années 70 : « Brûlez vos voitures », le bonheur. On imagine déjà la cité désengorgée, décrispée. La commune réapprenant à vivre.

Un autrement multiforme

« Après l'automobile, bus ou car, voici l'autoplus. Automatique, autonome, autoplus, le transport en plus... » Ça tourne dans ma tête comme un clip. L'autoplus, invention rochelaise. Un procédé qui a été décidé et qui va être testé dès cette année dans la ville déjà connue pour ses vélos. L'idée de base est toute simple. Il y a deux types de déplacement : ses propres moyens individuels et l'autre. C'est cet « autre » qui couvre le système autoplus. « Je me déplace à pied, en deux roues, en automobile ou autrement. » Cet autrement est multiforme : c'est l'idée de l'autoplus, un système qui soit globalement alternatif à l'automobile. A La Rochelle, la municipalité fait très fort. Du transport collectif par bus au transport à la demande, du bus de mer au minibus mis à la disposition de groupe, du petit vélo au taxi collectif, j'ai bien dit collectif, tous les modes semi-collectifs ou individuels sont mis à la disposition de l'usager. L'autoplus globalise l'ensemble des transports. De plus, il veut être un label, une marque. Et pour cela être géré dans le cadre de la cohérence juridique de l'exploitant urbain. De n'importe quel point de la ville, l'usager, par un système informatisé, saura quel est le meilleur transport qu'il lui faudra prendre en cas de déplacement. L'informatique et la magnétique au service, l'autoplus va tisser sa toile technologique.

L'histoire est somme toute récente. Novembre 1982 exactement. Le Syndicat intercommunal à vocation multiple de la région de La Rochelle, la Sivom, dont le président est Michel Crépeau, une structure regroupant neuf communes, soit un total de 110 000 habitants, signait avec le ministère des Transports un contrat de développement fondé sur deux points essentiels : la liberté de choix et le droit à la mobilité pour tous. Pour ce faire, la Sivom créait dans la foulée une société d'économie mixte, la Société des transports collectifs rochelais, dont l'adjoint au maire, le socialiste Jean-Paul Chabrerie, est le président du conseil d'administration.

Cette S.t.c.r. regroupe l'ensemble des acteurs locaux, institutionnels, économiques et techniques concernés. « Très vite, explique Jean-Paul Chabrerie, nous avons voulu faire face au pari du transport collectif de demain. Le déplacement public classique n'a pas une qualité, une efficacité ni des possibilités suffisantes, il fallait jouer la complémentarité. » Le concept de l'autoplus était né. « La globalisation nous paraissait évidente, précise Jacques Tallud, directeur de la S.t.c.r. Au moment d'un déplacement en ville, 30 % des gens utilisent l'automobile. L'autoplus s'intègre dans le vaste système transport. »

Intégration, voilà le mot central. Intégration du taxi dans le collectif par monétique interposée. Intégration de l'environnement dans le service. Environnement urbain, c'est logique. Environnement marin par le bus service, mais aussi industriel par la mise en place de structures de transports à la demande, faisant la navette banlieue-usine et ce en fonction des équipes. L'autoplus est fin prête pour 1986. La Rochelle a signé l'accès à l'informatisation de la ville. La carte-autoplus rentre dans cette ouverture aux technologies de l'an 2000. La ville parie sur la modernité. Le ministère des Transports pousse à la roue de l'autoplus.

R.L.P.

En direct du collège

En plein « fief des galères », comme on dit là-bas – se trouve le collège de la commune d'Aytré. Un établissement scolaire de type C.e.g. rassemblant une communauté de 600 élèves. Nous sommes à quelques kilomètres de La Rochelle. Antoine Anton, conseiller d'éducation, ne tarit pas d'explications. « Cela fait quatre ans que notre projet pédagogique existe, précise-t-il, et nous venons à peine d'avoir l'avis favorable de la commission Galabert. Je pense que la Haute-Autorité ne va pas tarder à nous donner le feu vert. »

Radio Collège, vous l'avez deviné. Sa définition est entièrement inscrite dans son label. Ils avaient failli l'appeler Radio-Galère, vous imaginez ?... L'antenne est bien là, l'émetteur aussi et l'équipe, les équipes radiotent depuis longtemps. Normal après tout. Que veut dire une signature au bas d'un document officiel quand une animation forte basée sur un projet solide rencontre un tel accueil chez les élèves ?

Radio Collège, c'est leur radio. A David, élève en quatrième. A Thierry, Christine, Fabrice, Myriam, tous en troisième. Des pros ? Non. N'empêche... A voir Thierry donner la parole à Myriam pour annoncer le titre du disque suivant, lors d'une plage musicale quotidienne de 13 à 14 heures animant le « patio » – de mon temps on disait la cour de récré – il en a déjà les manies. Ecouter Christine souhaiter l'anniversaire d'un élève de cinquième, sa voix module au rythme d'une star savamment copiée. Radio Collège est la seule expérience de ce type. Le rectorat est d'accord. Le principal, M. Jaunais, est le président de la radio. Et les habitants de la commune téléphonent parfois à la « station » pour donner leur avis sur l'émission en cours. Nouvelle pédagogie ? Sûrement. Radio locale privée ? Sans aucun doute. Même si celle-ci laisse les « pros » de la F.m. dans l'indifférence quasi générale.

L'instruction derrière le micro, en voilà une aventure. Les profs, ceux qui le désirent, animant un cours de français ou d'histoire en direct sur les ondes, en voilà une révolution. Radio réveil à huit heures trente, le matin, remplaçant la redoutable sonnerie scolaire, voilà une trouvaille. Radio Collège d'Aytré fonctionne tellement bien dans la communauté scolaire qu'il paraîtrait même que certains animateurs seraient enchantés de redoubler.

D.D.

Tél. de la station : (46) 45.37.77.

F.M.

Il manquait des ondes à La Rochelle

Le quatrième festival de la F.m., qui s'est tenu à La Rochelle, du 30 mai au 2 juin dernier, a loupé son rendez-vous annuel. Quelques dizaines de radios en comptant large, autant d'exposants ou de prestataires de services, la Maison de la culture de la magnifique cité du Centre-Ouest avait bien du mal à remplir ses travées. Qu'est-ce qu'un festival quand il manque les convives ? Qu'est-ce qu'une fête quand, parmi les porteurs de badge, on remarque plus de « presse » ou de « jury » que de... « festivaliers » ? Où était donc passée la F.m. ? Et si, de-ci, de-là, on reconnaissait tel ou tel « historique », le radioteur cuvée 1985 avait déserté sa foire.

L'année passée, actualité oblige, la publicité sur les ondes locales avait polarisé les débateurs. Cette fois, on y avait rajouté la télé pensant, à juste titre, que ce nouveau média pourrait avoir quelques incidences sur les pratiques et expériences des porteurs de micro. Non point. Ça intéresse certes, interroge tout de même, inquiète parfois, mais ne mobilise pas. La Rochelle se voulait être la vitrine des nouveaux médias. Et en ceci, elle a réussi. Mais d'un bilan que chacun espérait positif, il est vite apparu que le peu de participants indiquait l'état de faiblesse des radios locales privées. La F.m. est en crise d'identité. Radios thématiques ou pousse-disques ? A programme ou à hit-parade ? Celles qui gagnent aujourd'hui, ce ne sont pas celles qui cherchent. Alors... Faillites, rachats d'autorisation, prise de participation tous azimuts, dépôts de bilan, la radio locale privée paye cette fragilité.

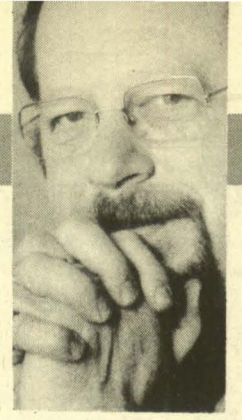
Les sondages, tenez. « Les radios se vendent plus à la notoriété qu'à l'audience », dira Olivier-René Veillon, spécialiste des nouveaux médias à la Sofres, égratignant au passage la manière dont son concurrent Ipsos pratique à la demande ses calculs d'écoute. La publicité. Les annonceurs boudent, les agences et régies bloquent, oubliant le plus souvent de préconiser à leurs clients la modulation de fréquence de peur de les perdre. Les comptes. De 200 000 francs pour Fréquence Gay à 12 millions pour R.f.m. de chiffre d'affaires escompté pour cette année, quatre ans après leur libéralisation. Voici la mesure de la F.m.

Quand à N.r.j., il y a bien longtemps qu'elle ne daigne plus venir se coltiner en public. Même absente, des terrasses de bistrot aux débats, elle inspire nombre de discussions. La création. Noyée dans la quête du commercial, elle n'apparaît plus, ou qu'à titre exceptionnel, dans les désiderata des pros. Pourtant, il demeure des optimistes en F.m. Curieusement, d'ailleurs, ce langage est d'abord tenu, et revendiqué, par les prestataires de services. Eux seuls semblent savoir concilier qualité et conception de l'émission, achat d'espace et choix de la station, commercialisation et information. Curieusement, ce qui a pêché à La Rochelle, c'est le peu de communication interne nécessaire pour ces « nouveaux » professionnels de la communication. La solution ne serait-elle pas en l'organisation future d'une sorte de « Cannes de la R.l.p. », les radios entre elles (1), puis l'ensemble des acteurs, ensuite ?

Il faisait chaud à La Rochelle ce week-end là. Chaud et trop beau pour travailler. Le microclimat local avait assuré des rayons ensoleillés sur les animateurs accablés. Le soleil éclairait un peu trop vivement la pâleur de la F.m.

DENIS DANGAIX

(1) Châtel, en février dernier, avait su rassembler un panel représentatif de radios.



LA CHRONIQUE LITTERAIRE DE CLAUDE GLAYMAN

Lord Conrad

Joseph Conrad : « Œuvres II » — Bibliothèque de la Pléiade, sous la direction de Sylvère Monod.
Sean O'Casey : « Autobiographies : une enfance irlandaise » — Le Chemin Vert, traduit de l'anglais par Christine Longepierre, présentation de Serge Fauchereau.

Les supporters de Liverpool ne sont pas les seuls à faire la réputation de l'Angleterre ! Heureusement il existe des écrivains qui assurent la gloire britannique. Parmi ceux-ci Joseph Conrad, de son vrai nom Korzeniowski, d'origine polonaise, qui n'hésita pas, parfois, à en rajouter du côté du patriotisme comme pour affirmer sa nouvelle identité (on trouve notamment de ces excès dans « le Miroir de la mer » présent dans le second volume de la Pléiade). Conrad a sans doute choisi la Grande-Bretagne parce qu'il aimait la mer, le métier de marin qu'il pratiqua de 1874 à 1894 avec des succès inégaux. Si Baudelaire voyait la mer comme liberté, Conrad estimait, lui, que la droiture, la vérité, la solidarité sont quelques-unes des vertus de ceux qui la sillonnent. Il existe une franc-maçonnerie de la mer comme il existe une innocence des navires et des matelots : « Cette Diana de Brême était un vieux navire des plus innocents et semblait tout ignorer de la malignité de la mer, comme ces maisonnées à terre qui ignorent tout de la corruption du monde... », « car... je connais la mer depuis trop longtemps pour croire à son respect des convenances. Les forces de la nature sont d'une franchise impitoyable. »

Avec la mer, l'homme ne saurait biaiser ou passer de compromis. Le capitaine de « Typhon » en sait quelque chose qui, par négligence, par entêtement (?) ne décrète pas à temps les mesures indispensables pour affronter la tempête. Les hommes et leur bateau seront jetés dans l'œil du cyclone, ballottés comme fêtus de paille. L'épreuve (mais aussi le style) avait fasciné Gide qui a d'ailleurs traduit ce roman, à coup sûr le plus célèbre de son auteur (en France du moins) et qu'on retrouve dans le volume 2. L'histoire de Falk (on peut dire « histoire », « tale » ; le volume 1 comportait plus volontiers des romans) est également extraordinaire ; c'est une nouvelle qui prolonge « Typhon ». Falk est l'un des marins qui se réunissent sur le « Diana » pour faire la conversation et fumer la pipe, il côtoie le narrateur du récit, également capitaine de navire et Herrmann propriétaire du « Diana ». Dans un coin la femme d'Herrmann s'active, tandis que sa jolie nièce tricote. Falk possède un remorqueur, il est bizarre, Schonberg, le gargotier, le déteste plutôt, il le décrit pingre et a remarqué son manège autour de la nièce. Un jour, Falk remorque le « Diana » au lieu d'accrocher le bateau de marchandises du narrateur (de toute évidence Conrad lui-même). Pour ce dernier et son équipage les conséquences de la conduite insolite de Falk risquent d'être graves. Coincé, Conrad contraint Falk à s'expliquer. Pour s'attirer les bonnes grâces de Falk, il faudra qu'il intervienne auprès d'Herrmann en faveur de la passion de Falk pour sa nièce. Oui, mais voilà, lorsqu'il est invité à se déclarer, Falk ne peut s'empêcher de révéler son terrible secret, il a été cannibale. Et en quelques pages hallucinantes il raconte le récit d'une aventure où pour ne pas mourir lui-même, il lui a fallu tuer l'autre et le manger : « Son cœur se révoltait contre l'horreur de la mort et il se jura de lutter pour sauver chaque minute précieuse de sa propre vie. » En dépit du rapide happy end de la nouvelle, le récit laisse une profonde impression de malaise. Impitoyable destin de marin, de l'homme, d'autant plus impitoyable que l'aveu de cannibalisme intervient aux trois quarts du texte et prend le lecteur par surprise. Plénitude du climat, perfection de la forme, grandeur biblique sans bavardage, on songe aux films de John Ford, d'Howard Hawks qui auraient été revisités par l'Europe, avec leurs relations viriles, surhumaines qui n'excluent pas l'obsession de la pureté.

Le moraliste n'est jamais loin chez Conrad. Dans d'autres textes, le problème du racisme s'inscrit en filigrane. Le fameux « Apocalypse now » est directement inspiré d'« Au cœur des ténèbres » (présent dans ce volume) qui, dans sa version d'origine, se déroule en Afrique noire. Tandis que « Nostromo », immense fresque, fort peu connue jusqu'ici, nous emmène en Amérique latine auprès d'immigrés italiens, rescapés des épopées de Garibaldi. Conrad devient ici nettement plus politique, il sait décrire les combats révolutionnaires : « L'esprit d'abnégation, le don total de soi à un grand dessein humanitaire, qu'inspirèrent la pensée et l'effort de cette période révolutionnaire, avaient laissé leur empreinte sur Giorgio sous la forme d'une sorte de mépris rigoureux pour tout avantage personnel. »

On comprend mal que au sujet de tels chefs-d'œuvre dont le traditionalisme d'apparence s'éclipse très vite, l'auteur ait pu nourrir des doutes profonds comme il l'a écrit à Welles ou à Galworthy ses aînés et ses admirateurs. Selon Sylvie Monod, remarquable artisan de cette édition, 1906 est une date charnière dans la vie de Conrad. Attendons donc le troisième volume de ses œuvres, pour y voir plus clair, dans leur dessein général, puisque cette seconde livraison s'arrête aux productions de 1906. ●

LISEZ AUSSI

● ***David Herbert Lawrence : « Ile, mon ile » — Stock, Bibliothèque Cosmopolite, poche, nouvelles.*** *Certaines inédites, pour la plupart autobiographiques, ces nouvelles permettent de mieux cerner celui qui pensait trouver son public en France, à défaut d'être reconnu dans son propre pays. A signaler également un excellent numéro de l'A.r.c. consacré à D.H.L. (n° 96).*

● ***Katherine Mansfield : « Lettres » — Stock, Bibliothèque Cosmopolite, poche.***

Voici reprise la correspondance de l'un des plus grands écrivains britanniques, quoique née en Nouvelle-Zélande. Destin cerné par la maladie et la mort précoce, magnifié par l'écriture et l'amour. Admirable !

● ***Virginia Woolf : « Journal » — Nouveau Cabinet Cosmopolite — Stock — 4 vols. « Le Livre sans nom : les Pargiter ». Des femmes.***

Ce tome de journal couvre la période 1928-1930, entre l'achèvement d'« Orlando » et le projet des « Vagues ». Le temps, les ami(e)s et le contrepoint de l'actualité. L'exhumation des Editions des Femmes porte sur un double brouillon de roman et de commentaire où l'auteur n'hésitait pas à être scabreuse (pour l'époque). Et comme on n'en finit jamais avec Virginia, conseillons un nouvel essai qui lui est consacré aux mêmes Editions des Femmes : « V.W. vers la maison de lumière » par Françoise Defromont.

● ***Muriel Spark : « la Place du conducteur » — « l'Unique Problème » — Fayard. 2 vols. — romans.***

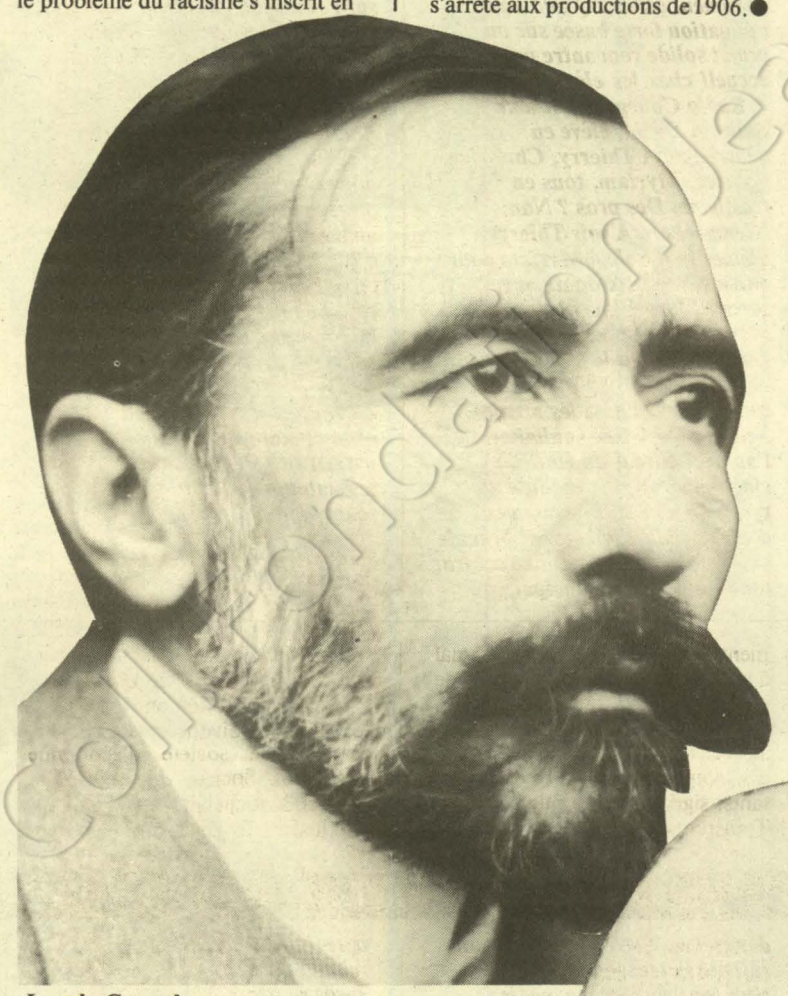
Il faudra revenir dans ces colonnes sur cette écrivaine qui est considérée par beaucoup comme la première romancière britannique, vivante.

● ***Carolly Erickson : « Elisabeth Première » — Seuil.***

Passionnante biographie d'une reine britannique dont on n'a pas fini de percer le secret... pas plus que celui de son époque. Par une historienne américaine en vogue outre-Atlantique.

● ***Stevenson : « l'Ile au trésor ; le Maitre de Ballantrae », — Enlevé ; Catriona ; Veillée des iles, Un mort encombrant ; l'Etrange cas du Dr Jekyll et de Mr. Hyde » Robert Laffont, coll. « Bouquins ».***

Formidable volume (à conseiller pour les vacances) comprenant 5 chefs-d'œuvre du maître incontesté du roman d'aventure. Hélas, Stevenson n'a guère plus d'émules aujourd'hui.



Joseph Conrad

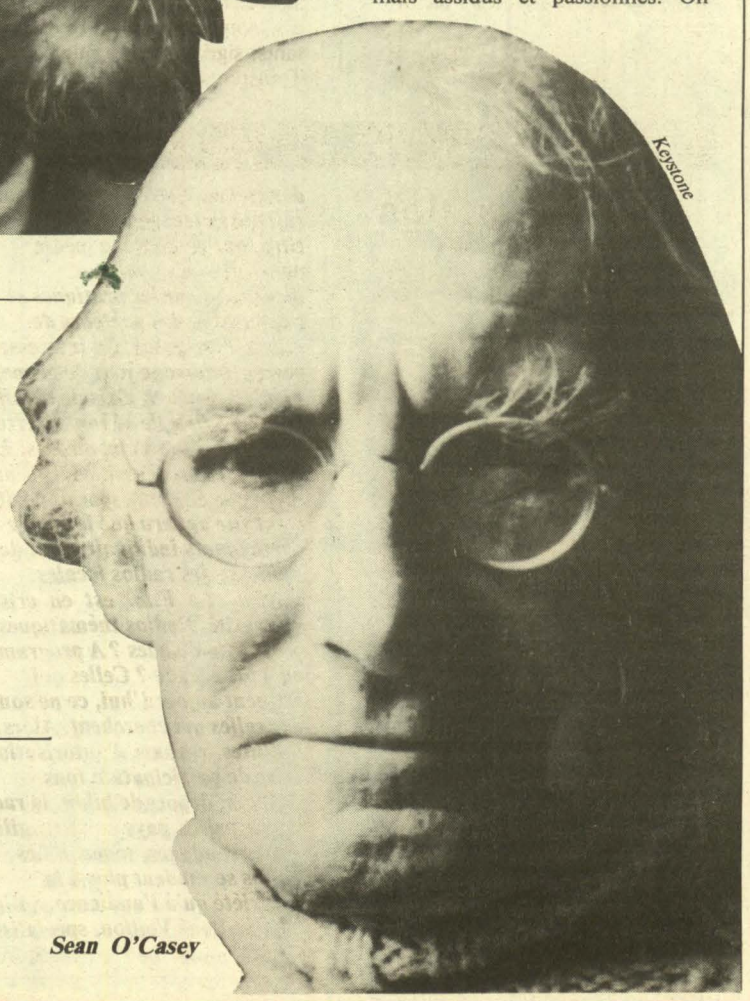
La bonne âme de Sean O'Casey

LE cas de l'Irlandais O'Casey est bien différent. Son œuvre, essentiellement de théâtre, est célébrée en France (l'ancien T.n.p. de Jean Vilar y a largement contribué et les Editions de l'Arche ont publié ses principales pièces), tandis que son versant autobiographique ne l'est pas du tout, alors qu'il a été écrit en Grande-Bretagne de 1939 à 1954, soit 6 volumes dont, si nous avons bien compris, le présent livre ne compte que les deux premiers.

O'Casey est né dans un milieu pauvre, très pauvre, de Dublin. Avant lui deux de ses frères étaient morts en bas âge et, comme dans un roman poignant, O'Casey raconte la disparition de celui qui l'a précédé. Une maladie de la vue empêche le jeune Johnny d'aller à l'école, cela ne l'empêche pas d'être passionné de livres auprès d'un père paralysé qui n'ignorait pas, loin de là, la culture de son temps. « Petit soldat du Christ », petit protestant dans un pays catholique, dominé par les papistes, très vite O'Casey prend goût au théâtre. Son frère Archie et lui-même sont des acteurs amateurs mais assidus et passionnés. On mêle Shakespeare à un certain Dion Boucicaut, un auteur irlandais, émigré aux Etats-Unis, particulièrement prolifique. Un jour, notre héros est sollicité pour remplacer un malade dans une troupe. L'acteur improvisé a été, semble-t-il, excellent, mais, à travers une cloison, il entend que ses collègues le débinent et hop voilà la gloire envolée, le succès tournant à l'amertume.

Le martyr de l'Irlande appartient à cet univers. Et on n'est pas surpris de retrouver des noms auxquels d'autres Irlandais nous avaient accoutumés, comme ce Charles Parnell dont il est souvent question dans l'« Ulysse » de Joyce. Militant, syndicaliste, O'Casey rompt assez vite avec le nationalisme pur et dur pour embrasser la cause du socialisme, puis plus tard celle du communisme, et même du stalinisme lorsqu'il vit en Grande-Bretagne (à ce titre il se livre à une attaque en règle d'Orwell qu'on ne peut que regretter).

« L'Ombre d'un franc tireur » fait connaître O'Casey comme auteur et, dès 1923, il trouve un soutien qui ne se démentira pas dans la personne de Yeats qui dirige l'« Abbey Théâtre ». Il écrit ensuite de nombreuses pièces avec des fortunes diverses, parmi lesquelles les plus célèbres sont « Junon et le paon », « la Charrue et les étoiles », puis pendant la guerre « Roses rouges pour moi ». En dehors de Joyce, de Yeats, O'Casey est l'ami de Bernard Shaw. On est frappé par la patte de cet écrivain, mort il y a 21 ans, un Irlandais qui, à coup sûr, aimait beaucoup Dickens. L'émotion, l'humour, la fantaisie y sont des constantes. On souhaiterait connaître la suite de l'itinéraire d'O'Casey, en espérant y découvrir des renseignements sur la formation et le travail de l'homme au théâtre, sur ses engagements politiques, etc. Il est probablement banal de dire qu'il y a du Brecht dans O'Casey. Pour l'un comme pour l'autre, l'heure a sonné d'une réévalution qui opérerait le partage entre le mythe, la propagande et la pure création littéraire, le talent littéraire qui, cette part publiée d'autobiographie en fait foi, n'est pas mince. ●

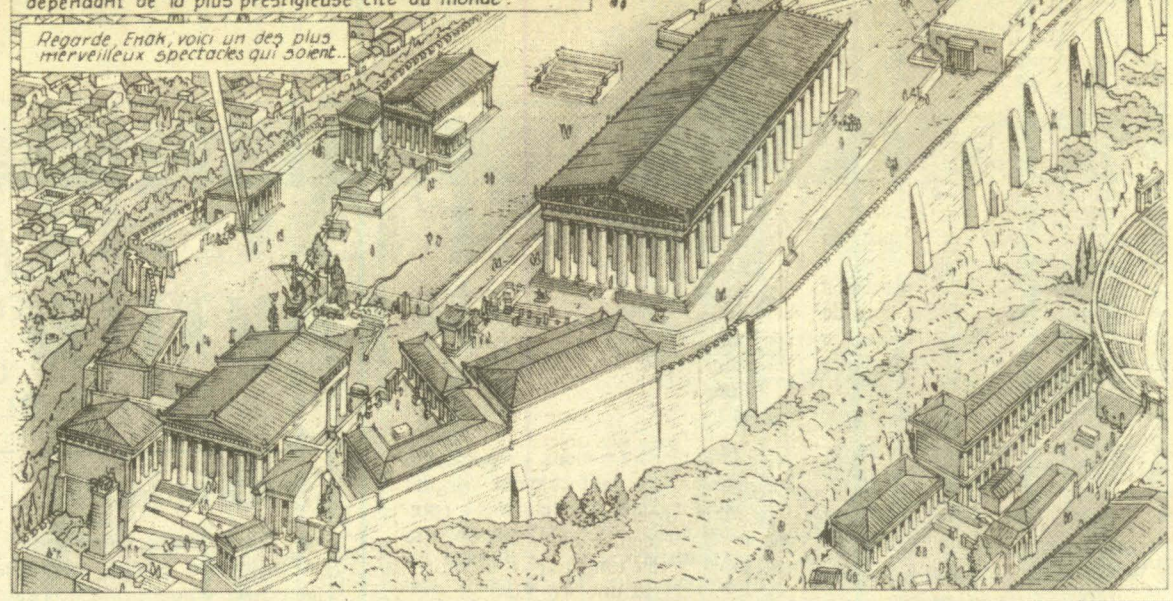


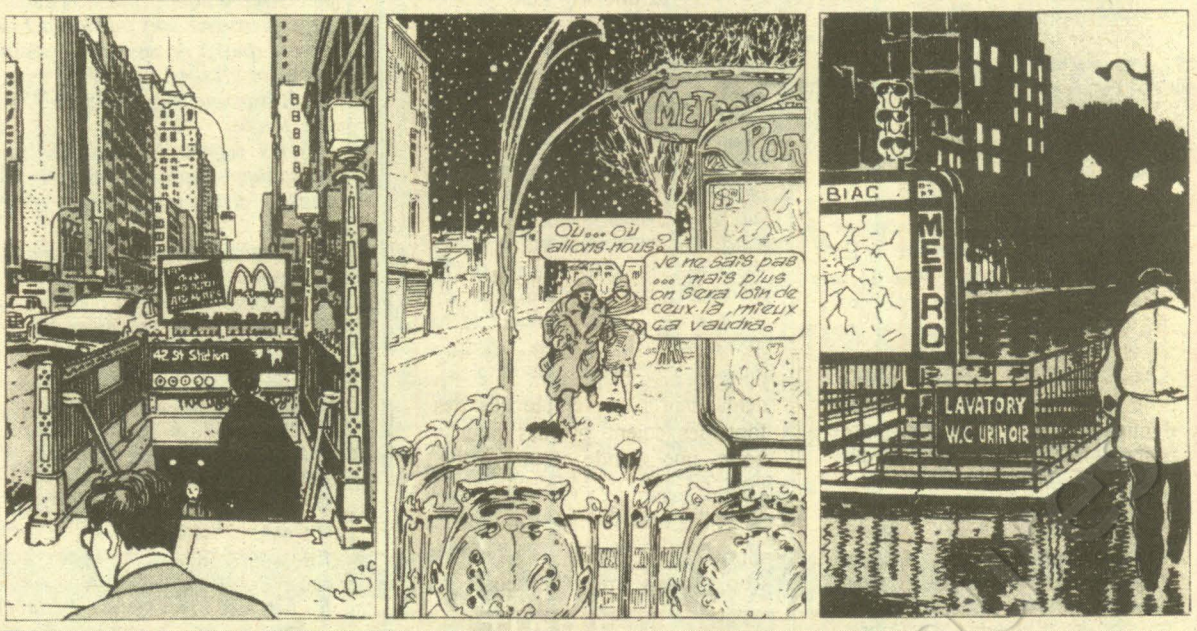
Keystone

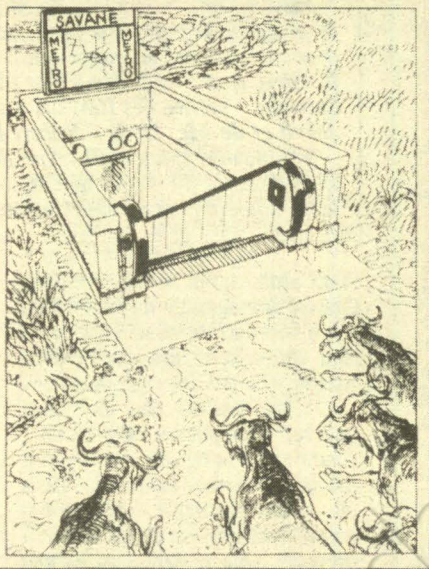
Sean O'Casey

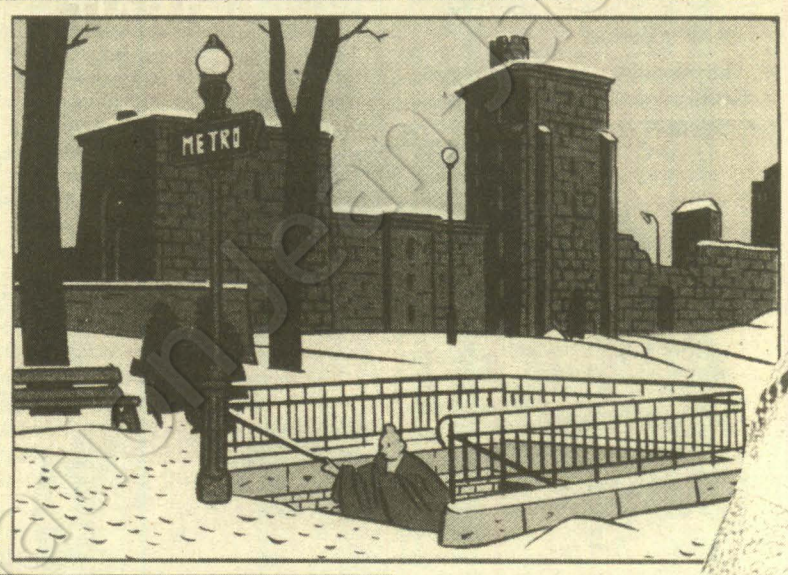
L'abeille et l'acier

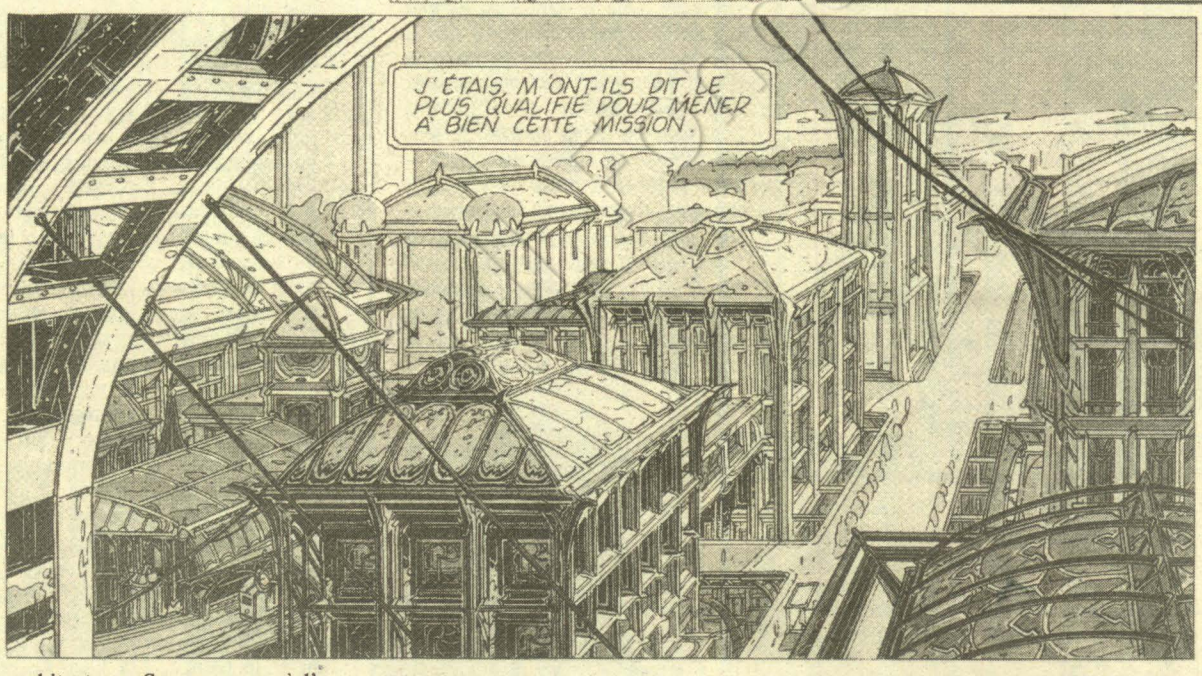
PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

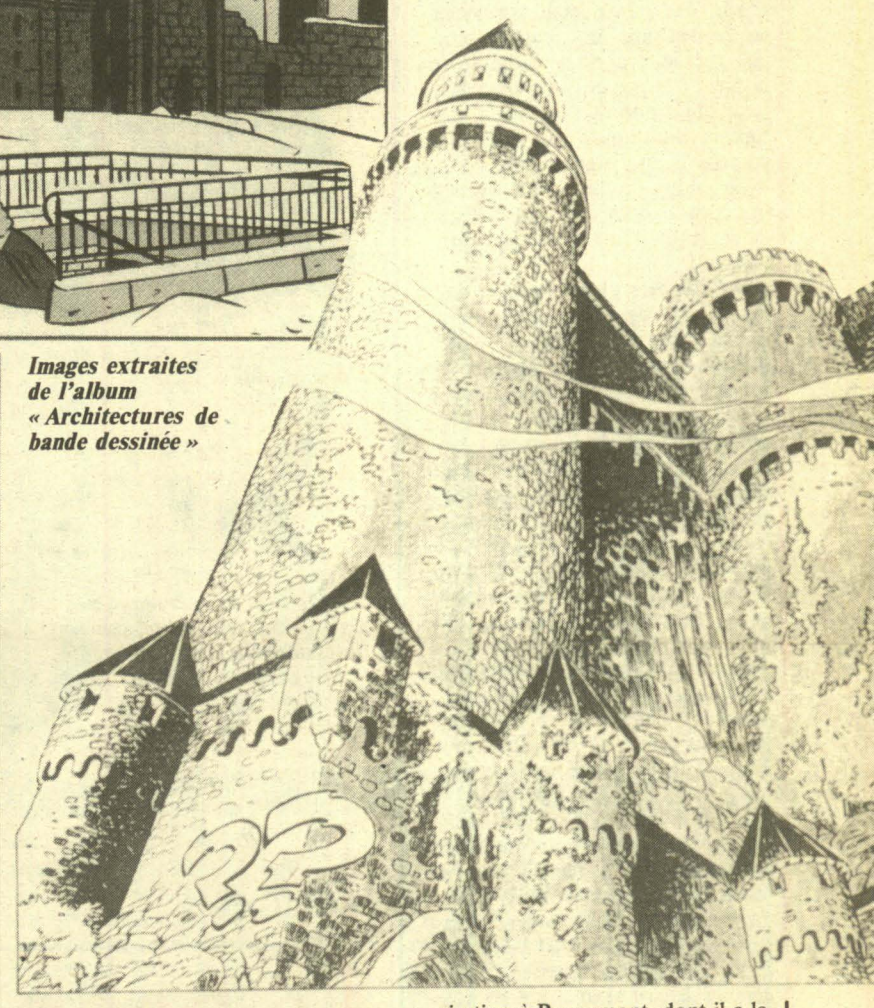












Images extraites de l'album « Architectures de bande dessinée »

ANNEE DE L'INDE

De l'architecture moghole à Le Corbusier

L'année de l'Inde ne pouvait pas oublier l'architecture. D'autant plus que les relations entre nos deux pays ont produit, en la matière, l'une des plus intéressantes rencontres de ce siècle. Lorsque Le Corbusier arrive en Inde, juste après l'indépendance, cet immense pays n'avait pratiquement pas d'architecte, alors qu'il lui fallait tout construire. L'amitié qui allait unir Le Corbusier à Nehru a encore aujourd'hui des prolongements : la main ouverte du Capitole de Chandigarh est actuellement en cours d'achèvement. Quelle leçon pour nous, qui ne cessons de remettre en cause les choix de nos prédécesseurs !

Jean-Louis Verret, qui a la charge de monter, avec les Indiens, une grande exposition aux Beaux-Arts, voit ainsi dans cette manifestation et les colloques qui l'accompagneront « l'occasion de reposer des questions oubliées ou nouvelles sans déclencher les querelles inutiles et exténuantes entre architectes ». Se ressourcer à l'enthousiasme dont les Indiens font preuve en matière d'architecture. Comprendre comment ils parviennent à construire une architecture moderne conforme à l'esprit de la tradition indienne, sans pastiche et sans obéissance aux règles du « style international ». Voir, enfin, comment, aidés en cela par la tradition anglaise de l'« urban design », ils savent prendre en compte l'urbain, ce que nous, en France, commençons à peine à faire.

Les problèmes de budget de l'année de l'Inde ont bien failli avoir raison de la section architecture, comme ils ont eu raison des sections photo et arts traditionnels. Heureusement, le 26 novembre, l'exposition ouvrira, dans le cadre du festival d'automne. Avec sur les quais de Seine, plaquée contre la façade des Beaux-Arts, la représentation en vrai grandeur du « Panch Mahal », un joyau de l'architecture moghole.

URBANISME

Quand le P.s. planche sur la ville

Cela devient une tradition : tous les deux ans, le Parti socialiste organise des « rencontres urbaines ». Un bon moyen de sentir ce qui évolue dans la pratique quotidienne des socialistes, des élus, de leurs rapports avec les habitants et les associations.

Cette année, sur le thème « Les villes : des mythes aux réalités », les journées d'études se retrouvent à Montpellier, les 15 et 16 juin. Avec toujours le souci de montrer que « la ville est une chance pour ses habitants », comme le souligne Michel Pezet, coordonnateur de ces rencontres.

Ainsi, le thème des associations, de leur participation à la vie de la commune, reste présent ; mais il évolue avec leur intervention dans la vie économique. Le thème de la sécurité lié à celui de la solidarité, temps difficiles obligent, ne pouvait être escamoté. Mais les éléments les plus nouveaux doivent venir de deux autres tables rondes : un premier bilan de la décentralisation et des projets qu'elle favorise mais aussi de ses points de blocage. Et, surtout, une approche des nouvelles technologies de communication qui, théoriquement, doivent concourir à mieux relier les habitants entre eux mais que, pratiquement, on ne sait trop encore comment utiliser. Sur ce terrain, sans doute, les villes socialistes doivent pouvoir montrer qu'elles restent des forces de propositions, des lieux d'expérimentation.

A quoi servent les grands projets ?

On les appelle « chantiers de président », mais les grands projets sont bien plus que cela. De La Défense à La Villette, d'Orsay à Bercy, ce programme unique d'équipements publics, de monuments offre l'occasion exceptionnelle d'observer l'évolution de la ville. « Ville et Projets » est une association montée par tous les architectes des grands projets pour encourager cette réflexion. « Elle se mène à Berlin, Francfort, Barcelone... Pourquoi pas à Paris ? » demande Jean-Eudes Roulier, président de l'association, à ce jour un des rares non architectes. L'organisation à Royaumont, dont il a la charge, d'un colloque à la fin de l'année sera le premier objectif de « Ville et Projets ». Son thème, a priori un peu théorique : « Ville, symbolique, forme, pouvoir, projets ».

A la question clé — à quoi servent les grands projets ? — les architectes apportent déjà un début de réponse : peut-être à autoriser la survie de la civilisation urbaine, ne serait-ce que parce qu'ils renouent avec cette tradition perdue d'une forte densité de bâtiments publics qui faisait la vitalité de la ville ancienne.

Quant à l'objectif premier de « Ville et Projets », relancer le débat sur la forme de la ville, il n'atteindra d'abord que les « élites », les responsables, les artistes, à qui l'association se veut largement ouverte. Etape nécessaire avant d'interroger ceux qui subissent plus qu'ils ne décident ?

EXPOSITION

Les noces de la B.d. et de l'archi

Deux mille ans d'histoire et des poussières... La bande dessinée ne lésine pas pour nous raconter l'évolution du monde bâti par les hommes. De Babylone à nos jours, sans oublier le futur, du forum romain à New York, des cathédrales aux années cinquante... Tout y passe, avec souvent un luxe de détails qu'aucun autre art n'a su égaler, même le cinéma.

En voilà une exposition et une belle, réellement « grand public », pour une fois, qui se feuillette comme un grand album et qui donne de l'architecture une image rare, celle de la ville dans tous ses états, ses brumes et les reflets de la nuit, la déco de ses appartements et le mystère de ses palissades... L'architecture enfin montrée pour ce qu'elle est, habitée par les hommes, transfigurée, vivante, source d'émotions même lorsqu'elle n'est traitée qu'en décor. La B.d. réussit là où la photo et les épures ratent, simplement parce qu'elle seule parvient à marier les ingrédients contradictoires qui font la puissance de l'architecture : ses mythes évocateurs et son réalisme quotidien.

** A L'I.f.a. (6, rue de Tournon, Paris VIe) jusqu'au 5 octobre. Plus un livre : « Architectures de bande dessinée ». Et un numéro hors série de la revue « A suivre ».*

Archives Jean Jaurès

Peut-être. Mais il faudra sûrement se battre pour éviter de voir le débat une fois de plus confisqué.

* *Ville et Projets : 9 bis, rue Jules-César, 75012 Paris.*

BANLIEUES 89

Encore plus forts... et toujours aussi près

« Ailleurs c'est pas loin, pas vraiment. » Banlieues 89 présente sa saison estivale, « Fêtes et Forts », seconde édition. Parce que, du 14 juillet au 4 août, les banlieues ont toujours le droit d'offrir à leurs habitants qui ne partent pas en vacances — et ils sont plus de 60 % dans ce cas — autre chose qu'une morne plaine vide.

Fêtes et Forts, l'année dernière, c'était trois forts de la région parisienne ouverts aux spectacles et une double course cycliste qui, pour la première fois, dessinait en vrai la « route des forts ». Cette année, en plus d'Aubervilliers, de Champigny, d'Ivry, les forts de l'Est, d'Issy, de Suresnes accueilleront les manifestations. Et, dans la banlieue lyonnaise, le fort de Bron. Bals et feux d'artifice, musique militaire et jazz, grands orchestres et rock, cirque et danse, cinéma et mode, boxe thaïlandaise et hip-hop, Antillais et Beurs... La fête veut collectionner toutes les musiques, toute les odeurs, les cultures. Et rappeler, une fois encore, que « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit ».

Côté sport, ce sera la planche à voile sur la Seine, des courses de relais pédestre, des épreuves de patins à roulettes et trois courses cyclistes pour couronner le tout. Autant de fêtes pour préfigurer ce « grand pari » que Banlieues 89 prépare. Préfigurer aussi cette ville nouvelle, en gestation, du mariage entre loisirs et travail, entre culture et sport, entre « Blacks, Blancs, Beurs »...

* *Renseignements à partir du 1er juillet : 671.07.75.*

CHANTIERS LIBRES

Usagers et maître d'œuvre en harmonie à Bron

Une petite place ronde avec une drôle d'ambiance, quelque chose d'inhabituel, d'indéfinissable... Le cadre ? Un quartier neuf de Bron, banlieue lyonnaise, d'un côté des maisons individuelles curieuses avec les portes d'entrée marquées par des colonnes et des portiques, de l'autre des collectifs sur trois niveaux, d'architecture assez stricte en façade mais plutôt exubérante côté cour. Au milieu, la petite place ronde...

Cela ne se voit pas nécessairement, mais il s'agit d'une place « musicale », née de la recherche personnelle de l'architecte, Benoît Jullien, passionné de musique et qui a cherché là à dessiner une transcription dans l'espace de l'œuvre de Boulez, « Réponds ».

Le jeu a consisté à créer des images avec des objets. Des arbres qui pousseront de façon géométrique, des pans de mur que Benoît Jullien appelle « miroirs », une fontaine au centre comme une colonne d'eau tombante et non jaillissante... Et une sculpture, œuvre d'une Japonaise, Aiko Miyawaki : des cheveux d'acier inox brillant qui deviennent noirs quand on regarde le ciel et blancs quand on regarde les maisons. « Ils sont comme des ailes d'oiseau en mouvement mais tenus par des poteaux, comme l'œuvre de Boulez est tenue », explique Benoît Jullien.

Le plus extraordinaire de l'affaire est que ce projet plutôt abstrait ait été totalement approprié par les habitants du quartier qui l'ont fait sensiblement évoluer. En demandant par exemple que des fontaines soient prévues pour y boire, une grande et une petite, pour les enfants. Mais surtout en obligeant l'architecte à épurer son projet, ce qu'il ne regrette pas du tout. « J'avais tendance à en mettre trop ; j'avais prévu beaucoup de petites sculptures qui vont finalement être réparties dans la ville, comme des résonances de la place musicale. »

Plutôt inhabituelle une telle concertation ? La place de Bron est le premier « chantier libre » à voir le jour. Lancée en mars 1984 par le ministère de l'Urbanisme et du Logement, l'opération Chantiers libres est dotée d'une double mission : expérimenter avec l'accord de tous — architectes, maîtres d'ouvrage, bureaux de contrôles, assureurs, etc. — les effets d'une déréglementation sur des projets qui auront été, dès leur programme, conçus en accord avec les futurs usagers.

Une soixantaine de projets est, un peu plus d'un an après, en cours de réalisation. Et Claude Damery, architecte animateur des « Chantiers libres », en dresse un premier bilan. « Sur le volet déréglementation, il y a finalement très peu de propositions, et j'en viens à me demander si ce thème n'est pas finalement une excuse à la médiocrité invoquée par les architectes. »

Au contraire, l'aspect participation se révèle très riche. « Je veux démontrer qu'on peut faire de la bonne architecture en concertation, prouver que c'est par le dialogue avec les utilisateurs que l'architecture peut évoluer aujourd'hui. »

L'opération de Bron lui apporte une belle démonstration. Car la place musicale n'est en fait que la clef de voûte du programme dans lequel elle s'insère, l'aboutissement de deux années de travail en concertation avec les habitants, des rapatriés d'Algérie et des Harkis qu'il s'agissait de reloger en les faisant sortir de leur ghetto. « Quand on ne leur promet pas la lune, ça se passe bien avec les habitants », dit Benoît Jullien en racontant comment il les a interrogés sur leurs habitudes de vie, leurs cheminements dans la ville.

La société H.l.m., maître d'ouvrage, avait imposé un programme très simple, inférieur de 10 % aux prix plafonds, sans balcons, sans dépassement de surface... Les habitants, eux, voulaient des salles de bains avec fenêtre, de grandes cuisines, de vraies entrées, des petites pièces secondaires éclairées... Pas facile en restant dans les normes, mais l'architecte y est parvenu, avec des plans intérieurs d'une grande simplicité mais d'une grande efficacité.

Les futurs locataires voulaient aussi pouvoir vivre dehors. D'où l'idée de ces portiques peints en mauve, en rose, en vert... et qui dessinent une sorte de double façade, en creux, devant chaque maison. Style « post-moderne » qui ne correspond guère au travail habituel de Benoît Jullien. « Mais j'y étais pratiquement tenu par l'obligation de dessiner cette façade dehors. »

Bron, ou comment une réponse architecturale intelligente peut être donnée à un programme minimal plutôt désespérant. Et comment la participation des habitants n'y est certainement pas étrangère.

PORTRAIT

Les poèmes en dur de Charles Vandenhove

Liège. A deux pas du palais des Princes-Evêques, de ce centre, horriblement mutilé par une sidérante « rénovation » autoroutière, voilà la plus belle œuvre européenne de reconstruction : entre la rue Hors-Château et la rue des Brasseurs, un îlot réparé qui restitue les proportions des maisons originales, des XVIe et XVIIe siècles. Devant les fenêtres, les nouvelles croisées en bronze, mariage de moderne et de traditionnel, ont fait hurler les esthètes qui n'ont décidément rien de mieux à faire.

Incongrue, une grosse colonne pseudo-ionique marque l'entrée du passage public, ouvre sur une place, tout en longueur, entre une fontaine flamande et une sculpture de Anne et Patrick Poirier. Au fond, l'immeuble neuf : béton, briques, colonnes et allèges en marbre. Porche d'entrée étroit et seuil en damier de pierre, escalier en colimaçon aux pierres polies, mais l'arête des marches — le limon — est finement striée. Autour du cylindre de l'escalier, les logements tournent ; des pièces carrées, des colonnes qui, comme les plafonds en décaissé, sont en béton extraordinairement doux à la main : leurs coffrages ont été poncés et vernis plusieurs fois.

Qu'on ne s'y trompe pas, Hors-Château est une opération de logement social à environ 3 600 FF le mètre carré, y compris les espaces publics. La sensation de luxe, de perfection vient de ce travail artisanal impeccable et de ce que l'effet de l'ensemble paraît dépendre du moindre détail. Ainsi est l'œuvre de Charles Vandenhove, sans doute un des plus grands architectes vivants.

Pour lui, tout part de l'intérieur. D'abord, il y a l'humain, celui qui va habiter, vivre là. Et il faut que l'architecture lui procure le plus d'aise, le plus de bonheur possible. Il y a aussi celui qui a travaillé à la construction du lieu : « Il faut d'abord que ceux qui font les maisons des autres aient du plaisir à les faire », dit Charles Vandenhove. A partir de là, la démarche de l'architecte est simplement logique. A ceci près qu'intervient sa personnalité d'artiste, sa sensibilité, son obsessionnelle quête de beauté.

« Je ne suis pas un utopiste mais un idéaliste, explique-t-il en souriant : j'ai tendance à idéaliser les choses, à les faire aussi plus belles qu'elles ne le sont. » Alors il construit des poèmes en dur, « pour donner à voir sans avoir à dire ». Pas un intellectuel, ce matérialiste dont la démarche est faite à la fois de sensibilité et de sensualité. Le béton de ses colonnes se caresse de la main ; la pierre noire ou le bois de ses escaliers se heurte de l'épaule ; ses dallages, où alternent le marbre, la pierre, la céramique, se goûtent du pied... Même chose pour les encadrements des portes et des fenêtres, les lambris de tôle émaillée qui courent dans les couloirs et les chambres de l'hôpital de Sart Tilman et que quelques-uns des artistes modernes les plus réputés ont décorés librement. Car Charles Vandenhove veut « banaliser l'art pour qu'il appartienne à tout le monde ». Jusque dans les couloirs de ce lieu de souffrance et de mort qu'est un hôpital.

« Avide de vie, curieux toujours », dit-il de lui-même. Et lorsqu'il restaure au centre de Liège un hôtel du XVIe siècle pour y installer son agence et son appartement, il fait encore le pari de la vie. Sans se préoccuper d'opposer modernité et tradition, mais en prenant le parti d'une architecture qui défie le temps.

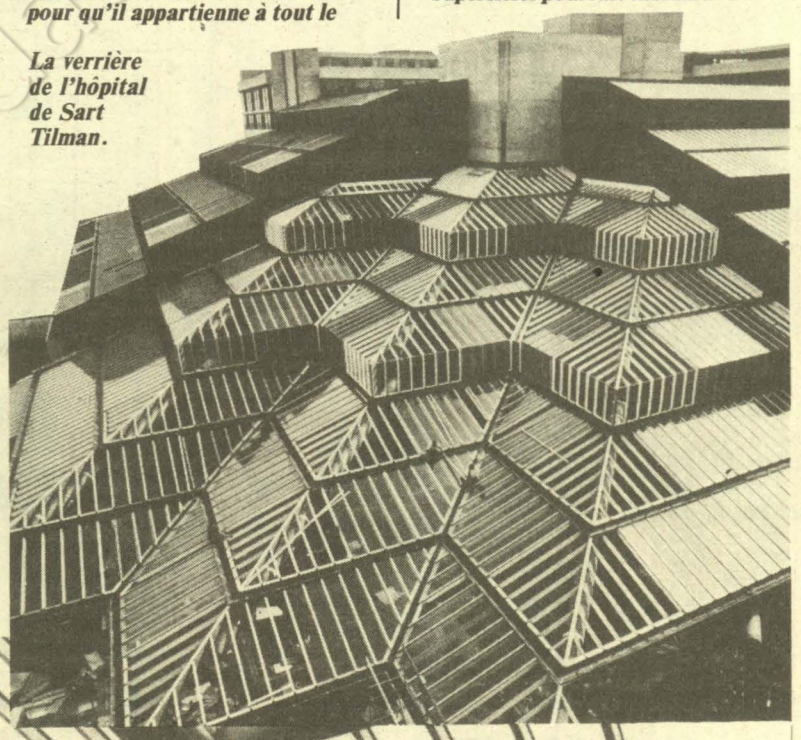
La durée, la continuité jouent un rôle central dans l'œuvre de cet acharné, de ce fidèle à lui-même qu'un coup d'œil superficiel pourrait assimiler à un traître à la cause moderne. Jeune diplômé en 1952, il est alors fervent admirateur de Mies van der Rohe et du Corbusier. Aujourd'hui, il dessine des pilastres et des colonnes... Mais il explique : « Je ne change pas, je suis seulement à l'écoute du temps qui passe et je reste fidèle à ce que je suis moi. »

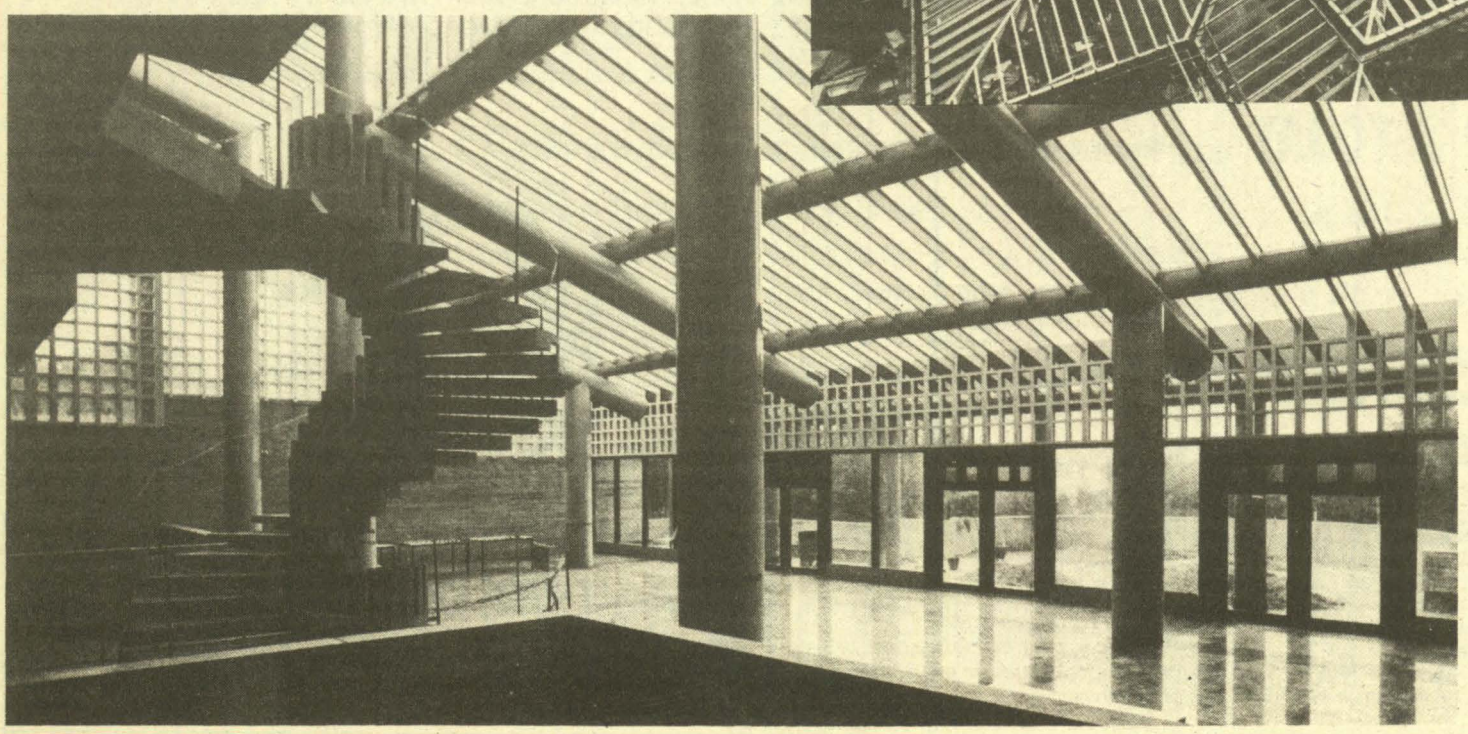
Sa fidélité, c'est à la fois le caractère très fonctionnel et rationnel de son travail (les plans de ses maisons, l'organisation des espaces et des circulations, le travail constructif qui se lit clairement sans jamais se cacher...), mais aussi l'expression constante de sa personnalité inquiète, les plafonds bas, les murs protecteurs, les passages étroits...

La primauté de l'intérieur — « là je suis sûr de ne pas me tromper » — la qualité constructive — « ce qu'on peut faire partager à tout le monde, c'est un travail parfaitement fait » : une fois respectées ces deux règles d'or si souvent oubliées, tous les risques sont permis. Et Charles Vandenhove ne s'en prive pas. Il refuse de cesser de s'interroger, de rechercher ; il risque l'incongru, la juxtaposition de matériaux, la confrontation de styles et de configurations contradictoires... Du lisse et du rugueux, du marbre et du béton, des carrés et des diagonales, du lourd et du léger... Même son incroyable verrière du C.h.u. de Sart Tilman refuse de se perdre dans le ciel pour affirmer jusqu'à son faite qu'elle est enracinée...

Charles Vandenhove a beaucoup expérimenté. Et il continue. « Pour le plaisir de compliquer les choses », pour la poésie, pour la perfection qui est le mouvement vers un idéal. Il perfectionne, en mettant au point des « mots » nouveaux, comme sa colonne « ionico-liégeoise » ; il apprend à les articuler avec les anciens mots qu'il a refusé d'oublier. Et il construit de bien belles phrases, ces bâtiments si clairement bons pour le corps comme pour l'esprit, des chants à la gloire de la coexistence poétique des âges et des matières.

La verrière de l'hôpital de Sart Tilman.

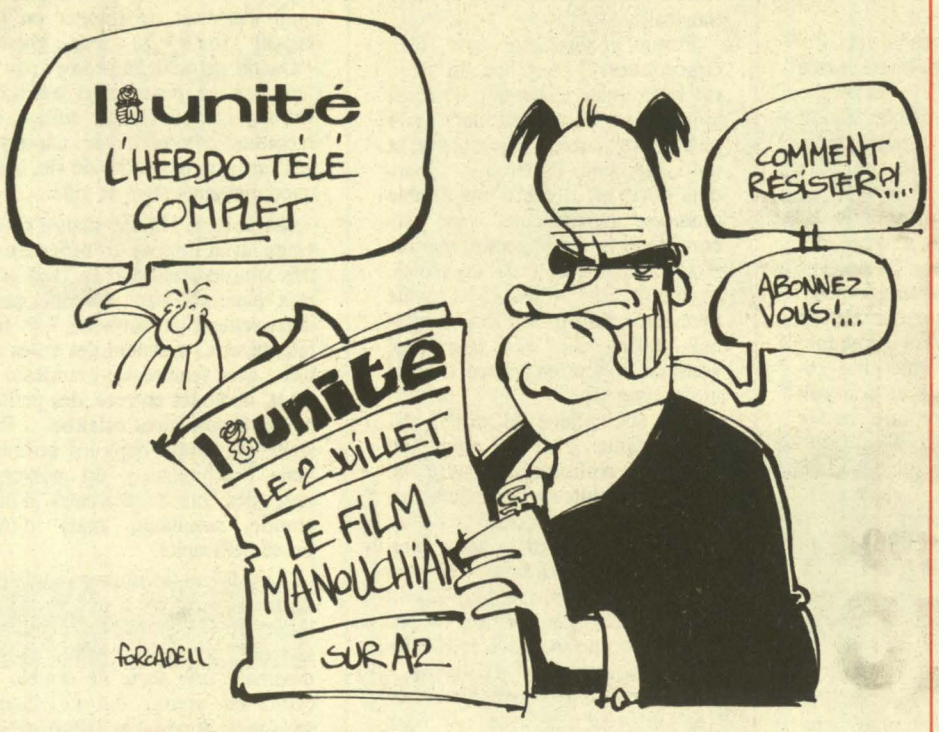




* *Une exposition à l'I.f.a. (6, rue de Tournon, Paris VIème) jusqu'au 5 octobre.*

* *Un livre : Pierre Mardaga éditeur.*

* *Et Liège, ce n'est vraiment pas loin...*



Le Parti socialiste vient d'entrer dans la période de préparation du Congrès d'octobre, qui précédera lui-même de peu la campagne des élections législatives de 1986. C'est dire que les prochains mois vont être décisifs pour le combat des socialistes.

L'information des militants et des sympathisants devient donc essentielle, et le rôle de « l'Unité » va prendre plus d'importance encore. Nous demandons donc à tous les animateurs du Parti, aux responsables fédéraux, aux secrétaires de section de se mobiliser dès aujourd'hui pour collecter de nouveaux abonnements à « l'Unité ». A titre d'encouragement, tout nouvel abonnement d'un an transmis par un lecteur déjà abonné (joindre la dernière bande) bénéficiera, pendant cette période, d'une réduction exceptionnelle (270 F au lieu de 290 F).

*Que chacun d'entre vous s'engage dans cette grande campagne pour « l'Unité » en trouvant lui-même au moins **un** nouvel abonné. D'avance nous vous en remercions.*

.....

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité » 10, rue de Solferino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (195 F)***

★ ***abonnement d'un an (290 F)***

★ ***abonnement de soutien (500 F)***

☐ par chèque bancaire

☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35. J. Paris

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

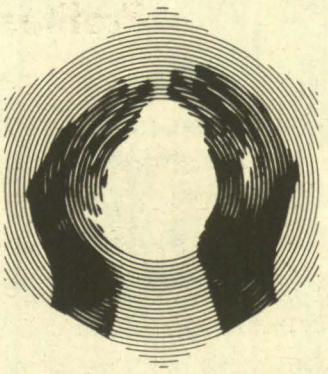
PRIMES
sur les chauffe-eau solaires



Vivez eau solaire.

1985
Des avantages financiers jusqu'à 2000 F par chauffe-eau solaire suivant les régions.

Aquitaine, Bretagne, Corse, Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Pays de Loire, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur.



AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

27, rue Louis-Vicat, 75015 Paris. Tél. (1) 765.20.00

AJV 717

Coll. Fondation Jean-Jaurès



Profitez des vacances pour gagner au TAC O TAC !

C'est le jeu de l'année ! Partout en France des milliers de joueurs, gagnent à chaque instant; car, avec le **TAC O TAC,** vous avez deux chances de gagner.
Une chance au grattage : si une somme apparaît vous l'avez déjà gagnée et vous serez payé sur place.

Une deuxième chance au tirage qui a lieu un mercredi sur deux et vous permet de gagner le gros lot.
Vous pouvez gagner sur les deux parties du billet : jusqu'à 10.000 F au grattage, jusqu'à 4.000.000 F au tirage télévisé.

Le **TAC O TAC** de la Loterie Nationale, c'est le jeu à deux chances,

une chance au grattage
une chance au tirage.

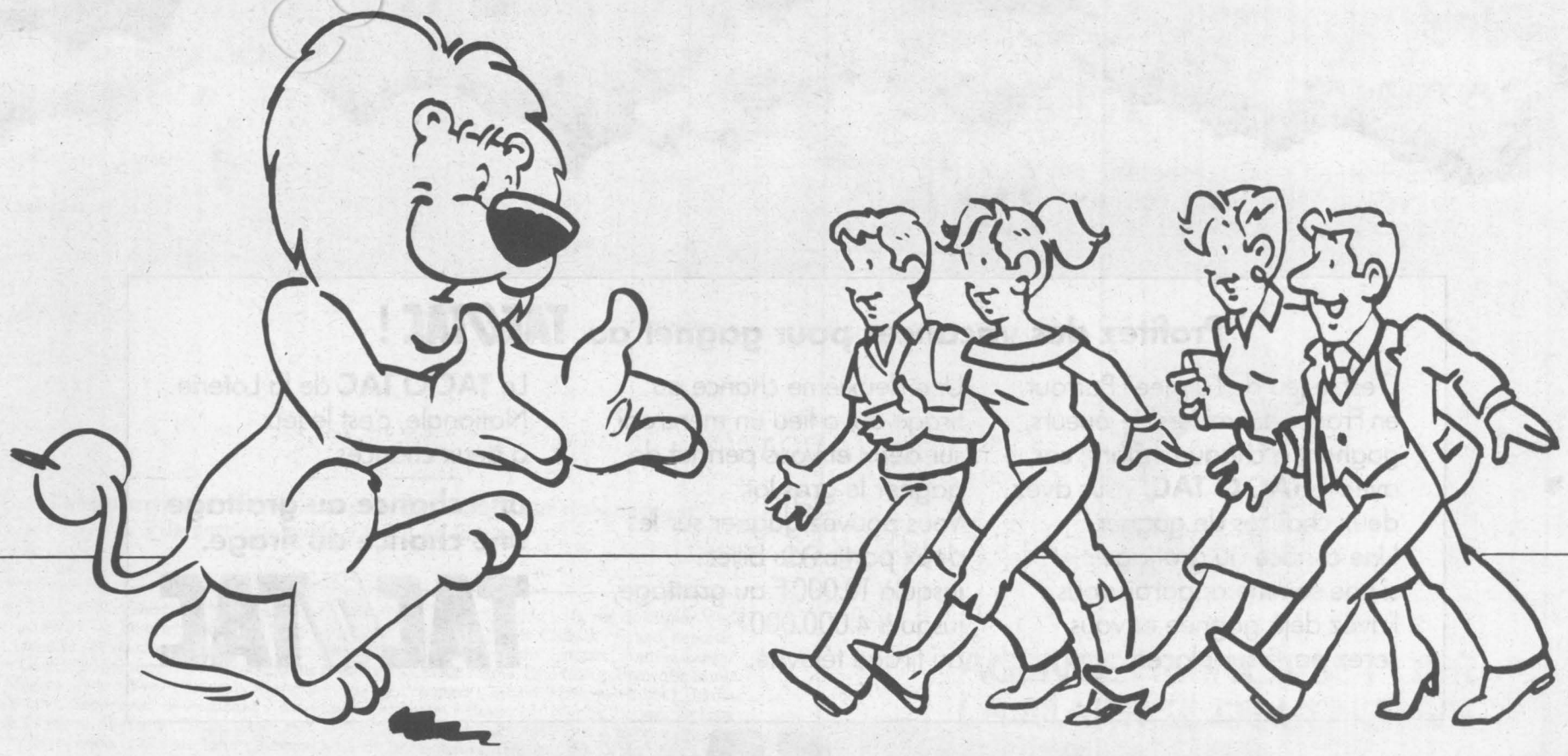
TAC O TAC

CREDIT LYONNAIS

Dans la vie, il est nécessaire d'avoir un bon partenaire.
Le Crédit Lyonnais peut être ce partenaire solide et avisé,
qui vous conseillera utilement et rapidement,
quel que soit votre problème.
Choisissez le Crédit Lyonnais, vous aurez un lion pour partenaire.

CREDIT LYONNAIS

LE PARTENAIRE DE VOTRE AVENIR



Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325